

Aux actionnaires,

Comme vous le constaterez dans le rapport qui suit, les résultats du deuxième trimestre de 2011 de Groupe Bikini Village inc. (« Groupe Bikini Village » ou la « Société ») ont été marqués par des ventes en baisse de 4 % et une baisse de nos marges brutes en raison de l'arrivée tardive des conditions estivales.

Au cours de ce début d'été rempli de défis, la Société a toutefois continué d'appliquer une approche de gestion prudente et disciplinée et à maintenir un contrôle efficace de ses coûts et une gestion dynamique et adaptée de ses inventaires qui nous a permis de limiter l'impact sur notre résultat net.

Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de 2011

Les ventes nettes pour le deuxième trimestre et le premier six mois de 2011 ont été respectivement de 13,6 millions \$ et 23,5 millions \$ comparativement à 14,2 millions \$ et 24,3 millions \$ pour la période correspondante de l'année précédente. Les ventes comparables, qui représentent les ventes du même nombre de boutiques d'une année à l'autre, ont diminué de 3,1 % pour le trimestre et 1,6 % pour la période de six mois se terminant à la même date.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2011, la Société montre un BAIIA¹ de 1,8 million \$ et 1,9 million \$ comparativement à un BAIIA¹ de 2,4 millions \$ et 2,5 millions \$ pour le deuxième trimestre et premier semestre de 2010. La diminution de 530 000 \$ de la marge opérationnelle au deuxième trimestre de 2011 comparativement au deuxième trimestre de 2010 est attribuable à une baisse de la contribution marginale des ventes de 575 000 \$ compensée partiellement par une réduction des dépenses d'opérations de 45 000 \$. La baisse de la contribution marginale des ventes au deuxième trimestre s'explique par un volume de ventes inférieur dans notre réseau de ventes à prix régulier en raison de l'arrivée tardive des conditions estivales et par des activités de promotions ciblées dans nos centres de liquidation. Ces activités de promotions ciblées, nécessaires suite aux ventes non matérialisées du début de saison, ont permis à la Société de gérer avec efficacité les quantités des inventaires et l'âge de ces derniers. La réduction des dépenses d'opérations est quant à elle principalement liée à une réduction des frais d'occupation en raison de la fermeture de boutiques non performantes.

Pour le trimestre terminé le 30 juillet 2011, notre résultat net était de 890 000 \$ (0,47 \$ par action*, de base et dilué), comparativement à un résultat net de 1,3 million \$ (0,98 \$ par action*, de base et dilué) pour la même période l'année précédente. Pour les six premiers mois, la Société a enregistré un résultat net de 537 000 \$ (0,28 \$ par action*, de base et dilué), comparativement à un résultat net de 972 000 \$ (0,72 \$ par action*, de base et dilué) pour la même période de l'année précédente.

Effectif le premier trimestre de 2011, Groupe Bikini Village a commencé à présenter ses résultats financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en y incluant les données comparatives. Plusieurs aspects de la présentation de l'information financière ont été touchés par le basculement aux IFRS et ils sont mentionnés à la Note 24 des états financiers résumés intermédiaires non audités.

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010, les données comparables ont été ajustées en conséquence.

¹ Mesure financière non conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public (les « PCGR ») telle que définie à la page 4 du Rapport de gestion trimestriel pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011. Le rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables établies conformément aux PCGR est présenté à la page 5 de ce présent rapport.

Perspectives ¹

Au cours du deuxième trimestre de 2011, Groupe Bikini Village a opéré avec diligence et flexibilité afin de maintenir sa situation de trésorerie et d'inventaires, en dépit d'un environnement difficile de commerce de détail et des conditions estivales tardives marquées par un besoin d'intensification des activités promotionnelles ciblées. Pour les mois et trimestres à venir nous demeurerons fidèles à nos stratégies en portant une attention particulière à la performance de tous les niveaux de l'organisation, afin d'augmenter nos volumes d'affaires tout en générant une rentabilité accrue.

Notre gestion prudente et adaptée combinée à la performance accrue du mois d'août, permettent à Groupe Bikini Village d'amorcer la seconde partie de l'année avec les ressources financières lui donnant la marge de manœuvre requise. Notre offre ciblée et notre positionnement stratégique clair, résultat direct des correctifs apportés à nos opérations au cours des dernières années, donnent maintenant à la Société les bases nécessaires à l'amélioration de son avantage compétitif, de ses résultats et de la valeur des actionnaires au cours des prochains mois. Nous resterons également à l'affût et continuerons de prioriser des actions de création de valeur à long terme, en créant nos propres opportunités ou en prenant avantage d'autres alternatives stratégiques pouvant se présenter.

Remerciements

Au nom de l'équipe de direction, je désire remercier nos clients, nos employés pour leur engagement, nos locateurs, fournisseurs, prêteurs et actionnaires pour leur soutien continu ainsi que les membres de notre Conseil de leur implication. Nous continuerons à travailler ensemble pour créer plus de valeur pour nos clients et nos actionnaires dans les trimestres à venir.



Yves Simard, CA
Président et chef de la direction
Sainte-Julie, le 8 septembre 2011

¹ À lire parallèlement avec « Déclarations prospectives » figurant à la page 5 du Rapport de gestion trimestriel pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et statistiques)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Résultat opérationnel				
Produits des activités ordinaires	13 642	14 230	23 532	24 258
Marge opérationnelle - BAIIA ¹	1 844	2 374	1 927	2 522
En % sur ventes	13,5 %	16,7 %	8,2 %	10,4 %
Résultat net	890	1 310	537	972
En % sur ventes	6,5 %	9,2 %	2,3 %	4,0 %
Résultat par action *				
de base	0,47	0,98	0,28	0,72
dilué	0,47	0,98	0,28	0,72
Nombre moyen pondéré d'actions * en circulation (en milliers)				
de base	1 911	1 341	1 911	1 341
dilué	1 912	1 341	1 912	1 341
Autres statistiques				
Activités d'investissement - nettes (en milliers de \$)	313	372	458	810
Nombre de boutiques à la fin de la période	59	60	59	60
Nombre d'employés	525	500	525	500

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010, les données comparables ont été ajustées en conséquence.

1 Mesure financière non conforme aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public (les « PCGR ») telle que définie à la page 4 du Rapport de gestion trimestriel pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011. Le rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables établies conformément aux PCGR est présenté à la page 5 de ce présent rapport.

Le présent rapport de gestion, arrêté en date du 8 septembre 2011, porte sur la situation financière et les résultats opérationnels de Groupe Bikini Village inc. (« Groupe Bikini Village » ou la « Société ») pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juillet 2011 et doit être lu à la lumière des états financiers résumés intermédiaires non audités de la période de six mois terminée le 30 juillet 2011 et des notes y afférentes. L'information financière est en dollar canadien.

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	4
MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR	4
DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	5
ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS	5
CARACTÈRE SAISONNIER DE NOS ACTIVITÉS	6
À PROPOS DE GROUPE BIKINI VILLAGE	6
ANALYSE DES ACTIVITÉS	6
INFORMATIONS FINANCIÈRES CHOISIES	8
SITUATION DE TRÉSORERIE	11
SITUATION DE TRÉSORERIE FUTURE	12
CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES	13
APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS ET DU RAPPORT DE GESTION	13
NORMES COMPTABLES MISES EN ŒUVRE AU COURS DES SIX PREMIERS MOIS DE 2011	13
MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES	13
CONTRÔLES ET PROCÉDURES EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION	14
CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	14
RISQUES ET INCERTITUDES	14
SITUATION FINANCIÈRE	16
OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES	17
ACTIONS EN CIRCULATION ET OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS	17
INFORMATION ADDITIONNELLE	18
RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	18
PERSPECTIVES	19
TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS	20

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe Bikini Village, constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, commercialise des produits de mode balnéaire tels que maillots de bain, vêtements de plage et de voyage ainsi que divers accessoires de plage par l'entremise de ses boutiques « Bikini Village » et « Océan Bikini Village ».

Vers la fin de 2009, la Société a aussi officiellement procédé à l'ouverture d'une boutique « Lanaï », boutique de prédilection où trouver toutes les créations portant la signature des marques préférées des jeunes filles.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Le BAIIA, qui se définit comme le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements, dépréciations, frais de réorganisation et éléments inhabituels, est une mesure utilisée dans le présent rapport de gestion, mais ne devrait pas être considéré comme une mesure du rendement financier de la Société selon les principes comptables généralement reconnus au Canada applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public (les « PCGR »). Il ne devrait pas être pris en considération hors contexte et ne peut remplacer le résultat net, les flux de trésorerie opérationnels ainsi que ceux liés à l'investissement et au financement ni toute autre donnée des états financiers présentée dans les états financiers à titre d'indicateurs du rendement financier ou des liquidités. La direction est d'avis que cette mesure constitue une information supplémentaire utile car elle fournit

une indication de la rentabilité des activités avant déduction des impôts sur le résultat, du service de la dette et des dépenses en immobilisations. Puisque le BAIIA n'est pas une mesure établie conformément aux PCGR, le BAIIA, tel qu'il est présenté, ne peut être comparé à d'autres mesures semblables d'autres sociétés puisque la définition du BAIIA adoptée par la Société peut différer de celles d'autres entreprises.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA et du résultat net présenté dans les états résumés intermédiaires du résultat net et résultat global non audités pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juillet 2011 et 31 juillet 2010.

(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	890	1 310	537	972
Charge d'impôts sur le résultat	362	482	248	367
Charges financières nettes	203	247	419	504
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	389	335	723	679
BAIIA	1 844	2 374	1 927	2 522

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent document renferme des informations prospectives concernant nos activités, notre rendement financier, notre situation financière et nos projets de financement futurs. Ces informations sont fondées sur certaines hypothèses posées et analyses effectuées par nous à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et des événements futurs attendus, de même que d'autres facteurs que nous estimons appropriés dans les circonstances. Cependant, la question de savoir si les événements réels seront conformes à nos attentes et à nos prédictions est soumise à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses, y compris les risques et incertitudes décrits sous la rubrique « Risques et incertitudes » du présent Rapport de gestion de la Société et sous la rubrique « Facteurs de risques » de la Notice annuelle courante de la Société. Par conséquent, toutes les informations prospectives que renferme le présent document sont données sous réserve de ces mises en garde, et il ne peut être garanti que les résultats ou les événements prévus se matérialiseront, voire, même s'ils se matérialisaient en majeure partie, qu'ils auront les incidences prévues sur notre Société.

Les déclarations prévisionnelles contenues dans le présent document représentent nos attentes au 8 septembre 2011 et, par conséquent, pourraient changer après cette date. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour ou à réviser les informations prospectives, à la suite de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, ni n'avons-nous l'intention de le faire, à moins que cela ne soit requis aux termes des lois applicables. Les lecteurs doivent considérer ces facteurs, entre autres, avec prudence et sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives de la Société.

ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

Les états financiers résumés intermédiaires non audités de la Société ont été dressés conformément aux PCGR pour l'information financière intermédiaire et par conséquent, ne comprennent pas toute l'information et toutes les notes exigées par les PCGR qui s'appliquent aux états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les redressements (qui constituent des écritures de régularisation récurrentes normales) considérés comme nécessaires à une présentation fidèle de la

situation financière de la Société ont été pris en compte. Les états financiers résumés intermédiaires non audités devraient être lus en tenant compte des états financiers audités pour l'exercice terminé le 29 janvier 2011 et des notes y afférentes.

Effectif le premier trimestre de 2011, Groupe Bikini Village a commencé à présenter ses résultats financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en y incluant les données comparatives. Plusieurs aspects de la présentation de l'information financière ont été touchés par le basculement aux IFRS et ils sont mentionnés à la note 24 des états financiers résumés intermédiaires non audités.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers résumés intermédiaires non audités de Groupe Bikini Village ont été dressés conformément aux IFRS. Ils ont été préparés selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, ainsi que les conventions comptables que la Société adoptera pour ses premiers états financiers annuels IFRS en date du 28 janvier 2012. Ces conventions comptables sont fondées sur les IFRS et les interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») qui, de l'avis de la Société, seront applicables à ce moment. Les conventions comptables ont été appliquées d'une manière uniforme pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

CARACTÈRE SAISONNIER DE NOS ACTIVITÉS

Les activités de la Société ont un caractère saisonnier et les ventes de marchandises ont été historiquement plus élevées aux deuxième et quatrième trimestres. Conséquemment, le résultat opérationnel pour le trimestre terminé le 30 juillet 2011 n'est pas nécessairement révélateur des résultats opérationnels d'un exercice complet.

À PROPOS DE GROUPE BIKINI VILLAGE

Groupe Bikini Village, au service des Canadiens depuis plus d'un quart de siècle, est l'un des chefs de file dans la vente au détail de la mode balnéaire avec un réseau de boutiques nouvellement ouvertes et rénovées qui couvre tout l'est du pays. Dans ses boutiques claires et invitantes, caractérisées par leurs salles d'essayage confortables et leur personnel attentionné, Groupe Bikini Village permet à sa clientèle, de toutes silhouettes, de choisir parmi la plus vaste sélection au Canada de maillots de bain, d'accessoires pour la plage et de vêtements pour les croisières, et ce, dans les marques les plus populaires de l'industrie. L'addition à son réseau d'une boutique Lanaï à Brossard, Québec, offre des créations de marques pour jeunes femmes. Groupe Bikini Village, dont le siège social est situé à Sainte-Julie au Québec, exploite 57 boutiques et emploie environ 500 personnes. Ses actions se transigent sur la Bourse de Toronto sous le symbole GBV. Pour de plus amples renseignements au sujet de la Société, veuillez visiter notre site Web à www.bikinivillage.com.

ANALYSE DES ACTIVITÉS

Au deuxième trimestre de 2011, Groupe Bikini Village continuera sa stratégie de mise à jour de son réseau de vente au détail, afin de simplifier sa structure opérationnelle et de renforcer son positionnement stratégique, à la lumière des retombées positives que cette stratégie a apportée au cours des dernières années, pour améliorer ses ventes et ses bénéfices.

Au cours du premier semestre de 2011, nous avons rénové une boutique au Québec, avons relocalisé une boutique en Ontario et avons fermé deux boutiques non performantes, toujours avec comme objectif que notre réseau nous procure le meilleur rendement sur les sommes investies.

En date de ce rapport de gestion, notre réseau de détail se répartit comme suit :

	Québec	Ontario	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	Total
Bikini Village	29	24	1	1	55
Océan Bikini Village	1				1
Lanaï	1				1
TOTAL:	31	24	1	1	57

Ce rapport discute notre approche et nos réalisations et examine également certains éléments qui ont eu une incidence sur les périodes de 2011 et de 2010 sous discussion.

Le rapport suivant est un sommaire d'informations financières choisies et des résultats comparatifs pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juillet 2011 et le 31 juillet 2010.

INFORMATIONS FINANCIÈRES CHOISIES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30	31	30	31
	juillet	juillet	juillet	juillet
	2011	2010	2011	2010
	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	13 642	14 230	23 532	24 258
Marge brute	7 545	8 120	13 170	13 907
Moins:				
Frais d'exploitation et d'administration	6 090	6 081	11 966	12 064
Charges financières nettes	203	247	419	504
Résultat avant charge d'impôts sur le résultat	1 252	1 792	785	1 339
Charge d'impôts sur le résultat	362	482	248	367
Résultat net	890	1 310	537	972
Résultat par action*				
de base	0,47	0,98	0,28	0,72
dilué	0,47	0,98	0,28	0,72
Nombre moyen pondéré d'actions * en circulation (en milliers)				
de base	1 911	1 341	1 911	1 341
dilué	1 912	1 341	1 912	1 341
Flux de trésorerie				
Activités opérationnelles	1 990	3 712	710	2 804
Activités de financement	(364)	(303)	(732)	(678)
Activités d'investissement	(313)	(372)	(458)	(810)
Total de l'actif	20 326	19 397	20 326	19 397
Total du passif financier non courant ¹	1 023	1 697	1 023	1 697

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010, les données comparables ont été ajustées en conséquence.

¹ Excluant la portion courante de la dette à long terme et des débetures convertibles, les crédits reportés au titre des contrats de location, les provisions ainsi que les impôts différés.

Deuxième trimestre et période de six mois terminés le 30 juillet 2011 en comparaison avec le deuxième trimestre et période de six mois terminés le 31 juillet 2010.*Produits des activités ordinaires*

Les produits des activités ordinaires de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 juillet 2011 se sont élevés à 13,6 millions \$, en baisse de 4,1 % comparativement aux 14,2 millions \$ de la période de trois mois correspondante de l'année précédente. Une diminution de 3,1 % sur les ventes comparables, qui comparent les produits des activités ordinaires d'un même nombre de boutiques durant la même période. Les ventes du deuxième trimestre de 2011 ont été affectées en partie par une arrivée tardive des conditions estivales et par des activités de promotion ciblées.

Les produits des activités ordinaires au cours de la période de six mois terminée le 30 juillet 2011 s'élève à 23,5 millions \$, soit une diminution de 3 %, comparativement à l'année précédente, dont les produits des activités ordinaires s'étaient élevés à 24,3 millions \$. Dans la première moitié d'année, les ventes comparables ont été en baisse de 1,6 % par rapport à la période comparable en 2010.

Marge opérationnelle BAIIA¹

Pour le deuxième trimestre de 2011, la Société montre un BAIIA¹ (tel que précédemment défini dans la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ») de 1,8 million \$ soit 13,5 % comparativement à un BAIIA¹ de 2,4 millions \$, soit 16,7 % pour le deuxième trimestre de 2010. La diminution de 530 000 \$ de la marge opérationnelle au deuxième trimestre de 2011 comparativement au deuxième trimestre de 2010 est attribuable à une baisse de la contribution marginale des ventes de 575 000 \$ compensée partiellement par une réduction des dépenses d'opérations de 45 000 \$. La baisse de la contribution marginale des ventes au deuxième trimestre s'explique par un volume de ventes inférieur dans notre réseau de ventes à prix régulier en raison de l'arrivée tardive des conditions estivales et par des activités de promotions ciblées dans nos centres de liquidation. Ces activités de promotions ciblées, nécessaires suite aux ventes décevantes du début de saison, ont permis à la Société de gérer avec efficacité les quantités des inventaires et l'âge de ces derniers. La réduction des dépenses d'opérations est quant à elle principalement liée à une réduction des frais d'occupation en raison de la fermeture de boutiques non performantes.

Le BAIIA¹ pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011 s'est établi à 1,9 million \$ soit 8,2 %, comparativement à 2,5 millions \$ ou 10,4 % pour la période correspondante de l'année précédente. Les raisons sous-jacentes de la variation négative du BAIIA¹ pour le premier semestre de 2011 comparativement à 2010 sont compatibles avec ceux discutés ci-dessus pour le trimestre.

Charges financières nettes et amortissements

Les charges financières nettes ont diminué pour la période de trois mois terminée le 30 juillet 2011, passant de 247 000 \$ au deuxième trimestre de 2010 à 203 000 \$ au deuxième trimestre de 2011. Ceci s'explique principalement par la diminution des intérêts sur les débetures convertibles attribuable aux versements en capital effectués. Les charges financières nettes comprennent une dépense d'intérêts hors caisse d'un montant de 126 000 \$ (144 000 \$ en 2010) calculé sur la composante passif des débetures convertibles.

Pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011, ces charges ont diminué passant de 504 000 \$ pour la période correspondante de 2010 à 419 000 \$ pour les mêmes raisons que celles ayant prévalu au cours du deuxième trimestre. Les charges financières comprennent une dépense d'intérêts hors-caisse d'un montant de 265 000 \$ (292 000 \$ en 2010) calculé sur la composante passif des débetures convertibles.

¹ Mesure financière non conforme aux PCGR telle que définie à la page 4 de ce Rapport de gestion trimestriel. Le rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables établies conformément aux PCGR est présenté à la page 5 de ce présent rapport.

La dépense d'amortissement a augmenté de 16,2 % pour le trimestre terminé le 30 juillet 2011 à 389 000 \$, comparativement à 335 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, principalement suite à l'accélération de l'amortissement des améliorations locatives d'une boutique déplacée dans un nouveau local plus rapidement que prévu.

Pour la période de six mois terminée à la même date, la dépense d'amortissement est passée de 679 000 \$ à 723 000 \$ en 2011 soit une augmentation de 6,5 % pour les mêmes raisons qu'expliquées ci-haut pour le deuxième trimestre.

Résultat avant charge d'impôts sur le résultat

Pour le trimestre terminé le 30 juillet 2011, la Société a enregistré un résultat avant charge d'impôts sur le résultat de 1,3 million \$, comparativement à un résultat avant charge d'impôts sur le résultat de 1,8 million \$ pour la même période l'année précédente. Le résultat avant charge d'impôts sur le résultat de la Société a diminué de 540 000 \$, en raison de la diminution de la marge brute, partiellement compensée par la diminution des frais associés à un moins grand nombre de boutiques en opération, la diminution des charges financières nettes et l'augmentation de l'amortissement tel que discuté précédemment.

Pour les six premiers mois terminés à la même date, la Société a enregistré un résultat avant charge d'impôts sur le résultat de 785 000 \$, comparativement à un résultat avant charge d'impôts sur le résultat de 1,3 million \$ pour la même période de 2010. Le résultat avant charge d'impôts sur le résultat de la Société a diminué de 554 000 \$, en raison de la diminution de la marge brute, partiellement compensée par la diminution des frais associés à un moins grand nombre de boutiques en opération, la diminution des charges financières nettes et l'augmentation de l'amortissement tel que discuté précédemment.

Charge d'impôts sur le résultat

La Société a enregistré une charge d'impôts sur le résultat de 248 000 \$ au cours du premier six mois de 2011, soit un taux d'imposition de 31,6 %, comparativement à une charge d'impôts sur le résultat de 367 000 \$ ou 27,4 % au cours de la période correspondante de 2010.

L'écart dans les taux d'imposition est dû à la diminution du taux effectif d'impôt en 2011 comparé à 2010 et à la proportion entre i) le montant des charges non déductibles et ii) le résultat avant charge d'impôts sur le résultat.

Résultat net

Pour le trimestre terminé le 30 juillet 2011, le résultat net est de 890 000 \$ (0,47 \$ par action*, de base et dilué), comparativement à un résultat net de 1,3 million \$ (0,98 \$ par action*, de base et dilué), pour la même période l'année précédente.

Pour les six premiers mois de 2011, le résultat net est de 537 000 \$ (0,28 \$ par action*, de base et dilué), comparativement à un résultat net de 972 000 \$ (0,72 \$ par action*, de base et dilué) pour le premier semestre de 2010. L'écart de 435 000 \$ du résultat net s'explique par la diminution de 554 000 \$ du résultat avant charge d'impôts sur le résultat diminué d'une charge d'impôts sur le résultat moindre de 119 000 \$ expliqué précédemment.

Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions en circulation de 1 910 597 pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juillet 2011 et sur une moyenne pondérée d'actions en circulation de 1 341 425 pour le trimestre et le semestre terminés le 31 juillet 2010. L'écart dans le nombre étant dû à l'offre de droits et au placement privé concomitant ayant eu lieu en août 2010.

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010, les données comparables ont été ajustées en conséquence.

SITUATION DE TRÉSORERIE

Activités opérationnelles

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juillet 2011, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont diminué de 1,7 million \$ par rapport à la même période l'an dernier (passant de flux générés de 3,7 millions \$ à 2 millions \$). Cette diminution pour le deuxième trimestre de 2011 comparé à 2010 découle de plusieurs éléments dont les principaux sont;

- La variation du résultat avant charge d'impôts sur le résultat (540 000 \$);
- L'augmentation des stocks au deuxième trimestre due à des ventes non matérialisées et à une accélération de certaines réceptions afin d'augmenter notre offre dans certaines catégories de produits (590 000 \$);
- La variation de l'augmentation des charges payées d'avance en relation avec une augmentation des acomptes à des fournisseurs pour les activités d'importation (205 000 \$);
- La variation de l'augmentation des taxes de ventes à recevoir (129 000 \$).

Pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont diminué de 2,1 millions \$ (passant de flux générés de 2,8 millions \$ à 710 000 \$). Cette diminution pour le premier semestre de 2011 comparé à 2010 résulte de plusieurs éléments dont les principaux sont;

- La variation des stocks : les stocks à la fin du deuxième trimestre de 2011 sont à la hausse par rapport à la fin d'année fiscale de 404 000 \$ due à des ventes non matérialisées et des décisions d'accélération de certaines réceptions, alors qu'à la fin du deuxième trimestre de 2010 les stocks avaient été diminués de 580 000 \$ pour un impact net de (984 000 \$);
- La variation du résultat avant charge d'impôts sur le résultat (554 000 \$);
- La variation des charges payées d'avance associée principalement à des acomptes à des fournisseurs pour les activités d'importation (218 000 \$).

Activités de financement

Au cours du deuxième trimestre de 2011, la Société a remboursé 76 000 \$ en capital et 8 000 \$ en intérêts en vertu de ses obligations découlant de contrats de location-financement et de son prêt à terme ainsi que 225 000 \$ en capital et 55 000 \$ en intérêts sur les débentures convertibles pour un total de 364 000 \$. Pour la période correspondante de 2010, la Société a remboursé 69 000 \$ en capital et 11 000 \$ en intérêts en vertu de ses obligations découlant de contrats de location-financement ainsi que 225 000 \$ en capital et 73 000 \$ en intérêts sur les débentures convertibles et a obtenu un prêt à terme de 75 000 \$ pour des aménagements à son centre de distribution pour un total net de 303 000 \$.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juillet 2011, la Société a remboursé 150 000 \$ en capital et 18 000 \$ en intérêts en vertu de ses obligations découlant de contrats de location-financement et de son prêt à terme ainsi que 450 000 \$ en capital et 114 000 \$ en intérêts sur les débentures convertibles pour un total de 732 000 \$. Pour la période correspondante de 2010, la Société a remboursé 131 000 \$ en capital et 22 000 \$ en intérêts en vertu de ses obligations découlant de contrat de location-financement ainsi que 450 000 \$ en capital et 150 000 \$ en intérêts sur les débentures convertibles et a par ailleurs obtenu un prêt à terme de 75 000 \$ pour des aménagements à son centre de distribution pour un total net de 678 000 \$.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement se sont chiffrées à 313 000 \$ au cours du deuxième trimestre de 2011, comparativement à 372 000 \$ pour la période correspondante de l'année précédente. Au deuxième trimestre de 2011, nous avons relocalisé une boutique en Ontario et des travaux préliminaires pour la construction d'une nouvelle boutique avaient été amorcés alors qu'au deuxième trimestre de 2010, une boutique en Ontario a été rénovée, des travaux préliminaires pour la relocalisation d'une boutique dans un nouveau local étaient amorcés et des aménagements supplémentaires au centre de distribution avaient été complétés.

Pour les six premiers mois de 2011, la Société a utilisé 458 000 \$ pour ses activités d'investissements comparativement à 810 000 \$ utilisé en 2010. Une boutique a été rénovée au Québec, nous en avons relocalisé une en Ontario et des travaux préliminaires pour la construction d'une nouvelle boutique avaient été amorcés. De plus nous avons investi dans l'actualisation de présentoirs et mannequins alors qu'au premier semestre de 2010, nous avons complété les travaux d'aménagement d'une boutique, une nouvelle boutique a été construite, une boutique en Ontario a été rénovée et des travaux préliminaires pour la relocalisation d'une boutique dans un nouveau local étaient amorcés et des aménagements supplémentaires au centre de distribution avaient été complétés.

SITUATION DE TRÉSORERIE FUTURE ¹

Au 30 juillet 2011, la Société avait une trésorerie disponible de 5,8 millions \$ et disposait d'une facilité de crédit sur demande pouvant atteindre un montant maximum de 1,5 million \$ renouvelable annuellement et dont aucune somme n'était utilisée à cette date. Cette facilité de crédit se compose de deux segments: un premier segment de 1,5 million \$ est disponible en tout temps et, si nécessaire, une augmentation saisonnière de 1,5 million \$ est également disponible du 15 septembre au 15 décembre pour un total de 3 millions \$. Le montant disponible est limité à une formule tenant compte de la valeur des stocks de la Société, moins les réserves spécifiques et les créances prioritaires. Dans le cours normal des activités de l'entreprise, la Société a émis des lettres de crédit et des lettres de garantie de bonne exécution en diminution de cette facilité, représentant 162 000 \$, venant à échéance en août 2011. Au 30 juillet 2011, le montant disponible en fonction de la formule de margination était de 1,3 million \$. Cette facilité est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant les stocks, les créances et les immobilisations de la Société et porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 % (3,95 % en 2010). En vertu des ententes relatives à la facilité de crédit, la Société est soumise à une clause restrictive concernant le respect d'un ratio financier. Au 30 juillet 2011, la Société était en conformité avec la clause restrictive applicable en vertu de cette facilité de crédit.

La marge de manœuvre actuelle et les flux de trésorerie prospectifs provenant des opérations seront les principales sources de financement pour les besoins du fonds de roulement, les remboursements de la dette à long terme et des débentures convertibles au cours des trimestres à venir. Le financement supplémentaire obtenu en août 2010 par le biais d'une offre de droits et du placement privé concomitant a servi jusqu'à maintenant à rénover six boutiques, à construire une nouvelle boutique au Québec et servira à financer, outre les besoins généraux du fonds de roulement si nécessaire, les besoins prospectifs reliés aux dépenses en capital.

Notre facilité de crédit existante et notre situation de trésorerie améliorée suite à notre performance de 2010, aux résultats des six premiers mois de 2011 ainsi que le succès de l'offre de droits et du placement privé donneront à Groupe Bikini Village une plus grande flexibilité dans l'avenir.

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente au 30 juillet 2011, les obligations contractuelles de la Société relatives aux paiements minimaux au titre des contrats de location simple pour les boutiques, le siège social et le centre de distribution, les montants se rapportant aux ententes visant l'achat de biens et services qui ont un droit juridiquement exécutoire sur la Société ainsi que les autres engagements de la Société:

¹ À lire parallèlement avec « Déclarations prospectives » figurant à la page 5 du Rapport de gestion trimestriel pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011.

(en milliers de dollars canadiens)

Obligations contractuelles	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	5 ans et plus
	\$	\$	\$	\$
Contrat de location simple ¹⁾	18 514	5 088	10 370	3 056
Obligations d'achat	7 878	7 420	458	-
Fournisseurs et autres créditeurs	4 290	4 290	-	-
Dettes	3 102	1 216	1 886	-
Intérêts sur les dettes	324	191	133	-
Total des obligations contractuelles	34 108	18 205	12 847	3 056

¹⁾ La Société est liée par des contrats de location de locaux commerciaux. La plupart de ces baux ont un loyer minimal annuel et un loyer conditionnel calculé sur un pourcentage des ventes brutes avec plusieurs options de renouvellement pouvant être exercées au gré de la Société ou du locateur.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les conventions comptables servant à la préparation des états financiers sont décrites à la note 3 des états financiers résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2011. Quant aux principales estimations comptables pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011, il n'y a eu aucun changement important dans les estimations comptables critiques utilisées par la Société, telles que décrites dans notre Rapport de gestion de l'exercice 2010.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS ET DU RAPPORT DE GESTION

Les états financiers résumés intermédiaires non audités ainsi que le rapport de gestion de la Société ont été approuvés par son conseil d'administration, sur recommandation de son comité d'audit, avant leur diffusion.

NORMES COMPTABLES MISES EN ŒUVRE AU COURS DES SIX PREMIERS MOIS DE 2011

La Société a adopté les IFRS pour son exercice 2011 tel que l'exige le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables agréés. La Société a fourni des renseignements sur sa transition aux IFRS dans son *Rapport de gestion annuel* de 2010. Les évaluations et incidences abordées dans le *Rapport de gestion annuel* de 2010 demeurent sensiblement les mêmes.

La Société a présenté des explications détaillées sur les incidences de cette transition dans la note 24 des états financiers résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre 2011 de la Société (la «note 24»). La note 24 comprend les rapprochements des états non audités de la situation financière et des capitaux propres selon les normes comptables en vigueur avant le basculement et selon les IFRS aux 29 janvier 2011 et 31 juillet 2010 ainsi que le rapprochement des états non audités du résultat net et résultat global et le rapprochement du résultat global des périodes de trois et six mois terminées le 30 juillet 2010 ainsi que l'exercice 2010. La Société a également fourni des explications sur les incidences individuelles liées à l'adoption des IFRS identifiées dans les rapprochements ainsi que sur les choix de la Société en vertu de l'IFRS 1, *Première application des normes internationales d'information financière*. Pour obtenir une description des principales conventions comptables, se reporter à la note 3 des états financiers résumés intermédiaires non audités de la Société pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2011.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

La Société surveille le processus d'établissement des normes relativement aux nouvelles normes émises par l'International Accounting Standard Board (l'«IASB») qu'elle pourrait devoir adopter dans l'avenir. Puisque l'incidence d'une norme proposée peut varier au cours de la période d'examen, la Société ne fait aucun commentaire publiquement jusqu'à ce que la norme soit définitive et que les incidences aient été établies.

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*. La norme fournit des indications sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. En octobre 2010, l'IASB a modifié l'IFRS 9 afin d'y ajouter des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société n'a pas encore évalué son incidence sur la classification des actifs et passifs financiers pour lesquels des informations devront être fournies dans les notes complémentaires.

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette norme fournit des directives visant à accroître l'uniformité et la comparabilité des évaluations à la juste valeur des informations connexes à fournir par l'entremise d'une «hiérarchie de la juste valeur». Cette norme s'applique lorsqu'une autre norme IFRS exige ou permet des évaluations à la juste valeur ou des informations sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 ne s'applique pas aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions, aux contrats de location et aux évaluations qui ne sont pas des évaluations à la juste valeur mais qui sont analogues à celles-ci. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

Certaines autres normes ont été publiées mais n'ont aucune incidence sur la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le contrôleur (agissant à titre de chef des finances) ont évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (tels que définis dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et ont conclu que ces contrôles et procédures fonctionnaient efficacement en date du 30 juillet 2011.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de Groupe Bikini Village est également responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR. Il devrait toutefois être noté qu'un système de contrôle, peu importe comment bien conçu ou exploité il est, peut seulement fournir l'assurance raisonnable que les objectifs du système de contrôle sont atteints.

Les contrôles internes de la Société n'ont pas été touchés de façon significative par la transition aux IFRS. Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe Bikini Village au cours de la période commençant le 1^{er} mai 2011 et se terminant le 30 juillet 2011 inclusivement, qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe Bikini Village.

RISQUES ET INCERTITUDES

Pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011, il n'y a eu aucun changement significatif en ce qui concerne les risques et incertitudes tels que décrits dans notre Rapport de gestion de l'exercice 2010.

Les risques et incertitudes décrits ci-dessous ne sont pas les seuls auxquels la Société pourrait être exposée. D'autres risques et incertitudes inconnus de la Société à ce jour pourraient également avoir une incidence néfaste sur son rendement financier.

Saisonnalité

La demande pour plusieurs produits de la Société est de nature saisonnière et les ventes de marchandises sont historiquement plus élevées aux deuxième et quatrième trimestres. Les activités de ces trimestres sont assujetties à un certain risque lié aux facteurs climatiques. Même si la Société s'engage à contrôler ses coûts variables pour mitiger l'incidence de ce risque, plusieurs autres coûts sont fixes, comme les loyers, ce qui amène la Société à présenter des résultats parfois disproportionnés tout au long des trimestres. Le caractère saisonnier du secteur d'activité fait en sorte que les résultats de chacun des trimestres ne traduisent pas nécessairement le rendement de l'exercice dans son ensemble.

Conjoncture économique

La Société peut être sujette à une détérioration des facteurs économiques influant sur les dépenses de consommation. La Société n'exerce pas de contrôle sur plusieurs facteurs externes qui influencent les variables économiques et la confiance générale des consommateurs, comme les cycles économiques, les taux d'intérêts, le niveau d'endettement personnel, le taux de chômage et le niveau du revenu personnel disponible. De plus, des événements comme des troubles politiques ou sociaux, des désastres naturels, des épidémies ou des attentats terroristes peuvent avoir une incidence défavorable considérable sur les résultats de la Société, surtout durant une période de pointe. La direction suit de près l'évolution de la conjoncture et estime son incidence sur les activités de la Société et tient compte de ces estimations au moment d'arrêter ses décisions d'exploitation à court terme et ses décisions stratégiques à plus long terme.

Baux

L'incapacité de la Société à obtenir ou renouveler à des conditions favorables certains espaces locatifs pourrait avoir des incidences négatives sur l'entreprise et ses résultats opérationnels.

Distribution

La Société est tributaire de l'efficacité de l'exploitation de son centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'exploitation du centre de distribution (par exemple : catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses boutiques en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes futures qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats opérationnels de la Société.

Concurrence

Les marchés ciblés par la Société, c'est-à-dire la vente au détail de maillots pour femmes et hommes, de vêtements de plage et de voyage et certains accessoires de plage évoluent dans un environnement où règne une forte concurrence. Nos deux bannières, Bikini Village et Océan Bikini Village ainsi que notre boutique Lanaï (vêtements de marques reconnues pour jeunes filles) font face à plusieurs types de concurrents, de la boutique unique aux chaînes de boutiques, aussi bien que de la part des magasins traditionnels à grande surface. Groupe Bikini Village doit continuellement revoir ses stratégies de façon à conserver sa position de leader dans le marché, une concurrence accrue pourrait empêcher la Société d'atteindre ses objectifs. Son incapacité à contrer efficacement la concurrence actuelle ou future pourrait notamment entraîner le rétrécissement de sa part de marché.

Groupe Bikini Village jouit cependant de nombreux avantages qui nous permettent de demeurer compétitifs, incluant l'excellente qualité de nos produits (comprenant des marques privées et des collections exclusives), la multitude de choix que nous offrons, notre service à la clientèle de qualité supérieure, l'atmosphère chaleureuse et invitante de nos boutiques récemment rénovées ou ouvertes, les emplacements stratégiques de nos boutiques ainsi que l'accueil chaleureux et le service personnalisé que les clients reçoivent, pour n'en nommer que quelques-uns. De plus, l'un de nos avantages-clés est que la plupart des autres détaillants ne vendent ces produits spécialisés que durant la saison estivale alors que Groupe Bikini Village avec ses bannières Bikini Village et Océan Bikini Village est une destination tout au long de l'année.

Risques financiers***Risque de liquidité***

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels. Ses liquidités suivent une courbe saisonnière en fonction des ventes, du calendrier des achats de stocks et des dépenses en immobilisations. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations.

Risques de change

La Société est exposée à des risques financiers qui découlent des fluctuations des taux de change ainsi que de la volatilité de ces taux. Dans le cadre de ses activités, la Société effectue certaines transactions d'achats de marchandises en devises. La Société gère ce risque grâce à des contrats de change à terme.

Risques de taux d'intérêt

L'exposition de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt repose sur les intérêts gagnés sur sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ainsi que les intérêts payés sur la marge de crédit et le prêt à terme. Les facilités de crédit à court terme ainsi que le prêt à terme portent intérêt à des taux variables, alors que la dette à long terme relative aux obligations découlant de contrats de location-financement ainsi que la débenture convertible comportent un taux fixe.

Pour de plus amples renseignements, nous vous référons également à la rubrique « Facteurs de risque » de la Notice annuelle 2011 de la Société, qui est incorporée par référence à ce rapport de gestion et peut également être consultée sur notre site internet à www.bikinivillage.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

SITUATION FINANCIÈRE

L'actif total de la Société se chiffre à 20,3 millions \$ au 30 juillet 2011, comparativement à 20,6 millions \$ au 29 janvier 2011, principalement en raison de la diminution des actifs d'impôts différés.

Au 30 juillet 2011, les débiteurs sont de 322 000 \$, par rapport à 210 000 \$ au 29 janvier 2011, l'écart est principalement relié à des escomptes de volume à recevoir.

Au 30 juillet 2011, nos stocks s'établissent à 6,1 millions \$ en hausse de 7,1 %, par rapport à 5,7 millions \$ au 29 janvier 2011. Nos stocks au 30 juillet 2011 sont plus élevés en raison des ventes qui ne se sont pas encore matérialisées et pour lesquelles des achats avaient été effectués et à une accélération de certaines réceptions pour combler certaines catégories de produits.

Les charges payées d'avance s'établissent à 808 000 \$ au 30 juillet 2011 comparativement à 647 000 \$ au 29 janvier 2011. L'écart s'explique par des avances versées sur des activités promotionnelles futures.

Les actifs d'impôt différé se situent à 149 000 \$ au 30 juillet 2011, par rapport à 397 000 \$ au 29 janvier 2011. La diminution de nos actifs d'impôt différé résulte principalement de la diminution des pertes autres qu'en capital inutilisées en comparaison avec la fin janvier 2011.

La valeur comptable des immobilisations corporelles de Groupe Bikini Village se chiffre à 6,9 millions \$ au 30 juillet 2011 comparativement à 7,1 millions \$ au 29 janvier 2011. Le total de nos investissements au cours du premier semestre de 2011 de 440 000 \$ est inférieur à l'amortissement de 657 000 \$ de cette période.

Le total du passif s'élevait à 7,3 millions \$ au 30 juillet 2011, comparativement à 8,2 millions \$ au 29 janvier 2011. La diminution du passif est attribuable au remboursement de la dette à long terme et des débiteurs convertibles ainsi qu'à la réduction des comptes fournisseurs qui suit naturellement le calendrier des réceptions de marchandises.

Les capitaux propres ont augmenté de 617 000 \$ durant la période de six mois terminée le 30 juillet 2011 relié au résultat net de la période de 537 000 \$ ainsi qu'à l'augmentation du surplus d'apport de 80 000 \$ relatif au régime de rémunération à base d'actions.

Le fonds de roulement de Groupe Bikini Village est de 7,4 millions \$ au 30 juillet 2011 alors qu'il était de 6,7 millions \$ au 29 janvier 2011; notre ratio de fonds de roulement se chiffrait à 2,3 à la fin du deuxième trimestre, comparativement à un ratio de 2,1 à la fin de l'année 2010.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société incluent les principaux dirigeants qui sont les membres du conseil d'administration et/ou les hauts dirigeants de la Société. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes:

(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
			\$	\$
Salaires et avantages à court terme	150	140	307	411
Rémunération fondée sur des actions	58	-	66	-
Total de la rémunération	208	140	373	411

La circulaire de sollicitation de procuration annuelle envoyée par la direction contient de plus amples renseignements à l'égard de la rémunération des administrateurs et dirigeants.

ACTIONS* EN CIRCULATION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS *

Actions* en circulation

En date de ce rapport, la Société compte 1 910 597 actions ordinaires en circulation (1 910 597 au 29 janvier 2011).

Options d'achat d'actions*

Le 29 avril 2011, la Société a attribué à certains de ses dirigeants et administrateurs 75 000 options d'achat d'actions ordinaires à un prix de 4,11 \$ qui peuvent être exercées à n'importe quel moment au cours des trois années subséquentes à raison de 33 1/3 % par année. Ces options viennent à échéance en 2021.

Le 9 septembre 2010, la Société a attribué à certains de ses dirigeants 28 800 options d'achat d'actions ordinaires à un prix de 3,75 \$ qui peuvent être exercées à n'importe quel moment au cours des trois années subséquentes à raison de 33 1/3 % par année. Ces options viennent à échéance en 2020.

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010, les données comparables ont été ajustées en conséquence.

En date de ce rapport, la Société compte 129 200 options d'achat d'actions (54 200 au 29 janvier 2011) en circulation à des prix d'exercice variant de 3,75 \$ à 16,25 \$ pour un prix d'exercice moyen de 5,66 \$ (7,81 \$ au 29 janvier 2011) échéant jusqu'en 2021.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le présent rapport de gestion est préparé en date du 8 septembre 2011 et vise à faciliter la compréhension et l'évaluation des tendances et des changements importants, ainsi que des risques et des incertitudes associés aux résultats opérationnels et à la situation financière de la Société. Pour d'autres informations relatives à la Société, y compris les états financiers annuels et la Notice annuelle, veuillez consulter notre site internet à www.bikinivillage.com ou le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente un sommaire d'informations financières choisies provenant des états financiers résumés intermédiaires non audités de la Société pour chacun des huit plus récents trimestres complétés. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS, sauf indication contraire.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2011	2010	2011	2010	2010	2009 ¹	2010	2009 ¹
Année financière	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	13 642	14 230	9 890	10 028	13 836	13 042	6 527	6 658
Résultat net	890	1 310	(353)	(338)	651	796	(1 538)	(1 794)
Résultat par action *								
De base	0,47	0,98	(0,18)	(0,25)	0,34	0,59	(0,85)	(1,34)
Dilué	0,47	0,98	(0,18)	(0,25)	0,34	0,59	(0,85)	(1,34)
Nombre moyen pondéré d'actions * en circulation (en milliers)								
De base	1 911	1 341	1 911	1 341	1 911	1 341	1 819	1 341
Dilué	1 912	1 341	1 911	1 341	1 911	1 341	1 819	1 341

Les fluctuations entre les trimestres sont principalement attribuables à la saisonnalité.

L'écart des ventes au deuxième trimestre découle principalement de l'arrivée tardive des conditions estivales et d'activités de promotion ciblées.

Concernant le quatrième trimestre, alors que les ventes pour les mois de novembre et décembre 2010 ont été conformes à nos attentes et comparables à 2009, notre performance de ventes pour le mois de janvier a été au-delà de nos attentes et particulièrement bien par rapport à la même période en 2009.

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010, les données comparables ont été ajustées en conséquence.

1 Les informations choisies présentées relativement aux trimestres de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'incidence de l'adoption des IFRS.

PERSPECTIVES ¹

Par expérience, nous savons qu'au cours du trimestre estival nos volumes d'affaires sont influencés par des conditions climatiques hors de notre contrôle et que nous devons toujours être prêts à composer avec la situation lorsque la température n'est pas au rendez-vous. Au cours du deuxième trimestre de 2011, Groupe Bikini Village a su relever ce défi et a opéré avec diligence et flexibilité en dépit d'un environnement difficile de commerce de détail et de conditions estivales tardives marqués par un besoin d'intensification des activités promotionnelles ciblées afin de maintenir sa situation de trésorerie et d'inventaires.

Au cours des dernières années, nos stratégies opérationnelles ont prouvé leur valeur dans des conditions de marché favorables et défavorables en nous permettant notamment d'évoluer avec succès dans des conditions difficiles provenant de facteurs externes tels que des perturbations dans l'industrie du voyage, le ralentissement économique ou dans des conditions plus favorables comme le dernier trimestre de 2010. Dans les mois et trimestres à venir, nous demeurerons fidèles à nos stratégies en portant une attention particulière à la performance de tous les niveaux de l'organisation, afin d'augmenter nos volumes d'affaires et gérer le plus efficacement possible ces variations de volumes. Alors que nous continuerons à investir des efforts et des ressources dans nos processus et notre réseau, notre attention première demeurera la génération d'une rentabilité accrue.

Notre gestion prudente et adaptée combinée à la performance accrue du mois d'août, permettent à Groupe Bikini Village d'amorcer la seconde partie de l'année avec les ressources financières lui donnant la marge de manœuvre requise. Dans le futur, nous emploierons ces avantages et cette flexibilité en continuant notre travail de fond sur le renforcement de nos processus d'affaires afin d'assurer une rentabilité accrue et la création de valeur pour nos actionnaires. Comme au cours des trimestres précédents, nous resterons également à l'affût et continuerons de prioriser des actions de création de valeur à long terme, en créant nos propres opportunités ou en prenant avantage d'autres alternatives stratégiques pouvant se présenter.



Yves Simard
Président et chef de la direction

¹ À lire parallèlement avec « Déclarations prospectives » figurant à la page 5 de ce Rapport de gestion trimestriel

Table des matières des états financiers résumés intermédiaires

États résumés intermédiaires du résultat net et du résultat global.....	21
États résumés intermédiaires de la situation financière	22
États résumés intermédiaires des variations des capitaux propres	23
Tableaux résumés intermédiaires des flux de trésorerie	24
Notes complémentaires.....	25
1. Description de l'entreprise	25
2. Généralité et conformité aux Normes internationales d'information financière («IFRS» International Financial Reporting Standards)	25
2.1 Déclaration de conformité.....	25
2.2 Base d'établissement	25
2.3 Base d'évaluation	25
2.4 Caractère saisonnier.....	26
3. Principales conventions comptables.....	26
4. Normes publiées mais non encore appliquées	26
5. Stocks	26
6. Charges par nature	27
7. Charges financières nettes.....	27
8. Charge d'impôts sur le résultat.....	28
9. Résultat par action	29
10. Immobilisations corporelles	30
11. Immobilisations incorporelles	31
12. Actifs d'impôt différé	32
13. Provisions.....	34
14. Dette à long terme	35
15. Débentures convertibles	36
16. Capitaux propres.....	38
16.1 Capital social.....	38
16.2 Surplus d'apport.....	39
17. Rémunération fondée sur des actions	39
18. Informations supplémentaires	41
19. Engagements.....	43
20. Opérations entre parties liées	43
21. Gestion du capital	43
22. Risques financiers et instruments financiers.....	44
22.1 Gestion des risques financiers.....	44
22.2 Classement des instruments financiers	46
22.3 Juste valeur des instruments financiers.....	47
23. Approbation des états financiers résumés intermédiaires non audités.....	47
24. Transition aux IFRS.....	48
24.1 Rapprochement des états non audités de la situation financière selon les PCGR canadiens et de ceux selon les IFRS pour 2010	49
24.2 Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR canadiens et de ceux selon les IFRS pour 2010	51
24.3 Rapprochement des états non audités du résultat net et du résultat global selon les PCGR canadiens et de ceux selon les IFRS pour 2010	52
24.4 Rapprochement du résultat net et du résultat global selon les PCGR canadiens et de celui selon les IFRS pour 2010	53
24.5 Explication des principaux ajustements des capitaux propres, du résultat net et résultat global selon les IFRS	54
24.6 Ajustements significatifs apportés aux tableaux des flux de trésorerie.....	61

États résumés intermédiaires du résultat net et du résultat global

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants relatifs aux actions)
(non audités)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Produits des activités ordinaires	13 642	14 230	23 532	24 258
Coût des ventes (note 5)	6 097	6 110	10 362	10 351
Marge brute	7 545	8 120	13 170	13 907
Frais d'exploitation et d'administration (note 6)	6 090	6 081	11 966	12 064
Charges financières nettes (note 7)	203	247	419	504
	6 293	6 328	12 385	12 568
Résultat avant charge d'impôts sur le résultat	1 252	1 792	785	1 339
Charge d'impôts sur le résultat (note 8)	362	482	248	367
Résultat net et résultat global	890	1 310	537	972
Résultat par action* (note 9)				
de base	0,47	0,98	0,28	0,72
dilué	0,47	0,98	0,28	0,72
Moyenne pondérée d'actions* en circulation				
de base	1 910 597	1 341 425	1 910 597	1 341 425
diluée	1 912 240	1 341 425	1 911 832	1 341 425

Voir les notes afférentes aux états financiers

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010.

États résumés intermédiaires de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

(non audités)

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 18)	5 753	5 245	6 233
Débiteurs	322	68	210
Actif d'impôt exigible	-	4	-
Stocks (note 5)	6 094	5 643	5 690
Charges payées d'avance	808	561	647
	12 977	11 521	12 780
Actif non courant			
Immobilisations corporelles (note 10)	6 878	7 391	7 099
Immobilisations incorporelles (note 11)	322	436	370
Actifs d'impôt différé (note 12)	149	49	397
Total de l'actif	20 326	19 397	20 646
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Fournisseurs et autres créditeurs	4 290	4 488	4 842
Provisions (note 13)	29	33	32
Portion courante de la dette à long terme et des débitures convertibles (notes 14 et 15)	1 216	1 199	1 207
	5 535	5 720	6 081
Passif non courant			
Crédits reportés au titre des contrats de location	639	691	683
Provisions (note 13)	115	92	118
Dette à long terme (note 14)	161	475	320
Composante passif des débitures convertibles (note 15)	862	1 222	1 047
Total du passif	7 312	8 200	8 249
Capitaux propres			
Capital social (note 16.1)	29 730	27 702	29 730
Composante capitaux propres des débitures convertibles (note 15)	1 008	1 354	1 181
Surplus d'apport (note 16.2)	1 803	1 318	1 550
Déficit	(19 527)	(19 177)	(20 064)
Total des capitaux propres	13 014	11 197	12 397
Total du passif et des capitaux propres	20 326	19 397	20 646

Voir les notes afférentes aux états financiers

Engagements (note 19)

États résumés intermédiaires des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants relatifs aux actions)
(non audités)

Pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011

	Capital social		Composante capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant				
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	1 910 597	29 730	1 181	1 550	(20 064)	12 397
Résultat net					537	537
Régime de rémunération à base d'actions (note 17)				80		80
Remboursement de débetures convertibles (note 15)			(173)	173		-
Solde à la fin	1 910 597	29 730	1 008	1 803	(19 527)	13 014

Pour la période de six mois terminée le 31 juillet 2010

	Capital social		Composante capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant				
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	1 341 425	27 702	1 526	1 146	(20 149)	10 225
Résultat net					972	972
Régime de rémunération à base d'actions (note 17)				-		-
Remboursement de débetures convertibles (note 15)			(172)	172		-
Solde à la fin	1 341 425	27 702	1 354	1 318	(19 177)	11 197

Voir les notes afférentes aux états financiers

Tableaux résumés intermédiaires des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Activités opérationnelles				
Résultat avant charge d'impôts sur le résultat	1 252	1 792	785	1 339
Ajustements (note 18)	550	498	1 143	1 122
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 18)	184	1 422	(1 233)	343
Intérêts reçus	4	-	15	-
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 990	3 712	710	2 804
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme	-	75	-	75
Remboursement de la dette à long terme	(76)	(69)	(150)	(131)
Remboursement des débetures convertibles	(225)	(225)	(450)	(450)
Intérêts payés	(63)	(84)	(132)	(172)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(364)	(303)	(732)	(678)
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(308)	(367)	(440)	(805)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(5)	(5)	(18)	(5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(313)	(372)	(458)	(810)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 313	3 037	(480)	1 316
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	4 440	2 208	6 233	3 929
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	5 753	5 245	5 753	5 245

Voir les notes afférentes aux états financiers

Notes complémentaires

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

1. Description de l'entreprise

Groupe Bikini Village inc. (« Groupe Bikini Village » ou la « Société »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, commercialise des produits de mode balnéaire tels que maillots de bain, de vêtements de plage et de voyage ainsi que divers accessoires de plage par l'entremise de ses boutiques « Bikini Village » et « Océan Bikini Village ».

2. Généralité et conformité aux Normes internationales d'information financière («IFRS» International Financial Reporting Standards)

2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers résumés intermédiaires non audités ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 ») et à IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (« IFRS 1 »). Ces états financiers résumés intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux conventions comptables que la Société prévoit adopter dans ses états financiers du 28 janvier 2012.

Les états financiers de la Société pour l'exercice se terminant le 28 janvier 2012 seront les premiers états financiers annuels conformes aux IFRS. En vertu d'IFRS 1, une entité doit inclure une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IFRS dans ses premiers états financiers annuels préparés conformément aux IFRS. La Société inclura cette déclaration de conformité lorsqu'elle publiera ses états financiers annuels de 2011. Les états financiers résumés intermédiaires non audités doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels 2010 de la Société et aux explications de l'incidence de la transition aux IFRS sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés de la Société qui sont communiqués à la note 24, y compris les exemptions et les exceptions d'IFRS 1.

Les états financiers résumés intermédiaires non audités ont été préparés par la direction de Groupe Bikini Village et n'ont pas fait l'objet d'un examen de la part des auditeurs de la Société.

2.2 Base d'établissement

Les principales conventions comptables ont été appliquées de façon constante dans la préparation des états financiers résumés intermédiaires non audités pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Les conventions comptables présentées à la note 3 sont fondées sur les IFRS et sur les interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») qui, de l'avis de la Société, s'appliqueront pour la période se terminant le 28 janvier 2012.

Les états financiers résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.3 Base d'évaluation

Les présents états financiers résumés intermédiaires non audités ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des actifs financiers qui sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des conventions comptables retenues par la Société. Pour plus d'information à l'égard des jugements significatifs et sources d'incertitudes relatives aux estimations, se référer à la note 5 des états financiers résumés intermédiaires non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 qui décrit les domaines particulièrement complexes et exigeant un jugement éclairé ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers. Il n'y a pas eu de changement au cours des trimestres terminés les 30 juillet 2011 et 31 juillet 2010.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

2. Généralité et conformité aux Normes internationales d'information financière («IFRS» International Financial Reporting Standards) (suite)

2.4 Caractère saisonnier

Les activités de la Société ont un caractère saisonnier, les ventes de marchandises étant historiquement plus élevées aux deuxième et quatrième trimestres. Conséquemment, le résultat opérationnel pour le trimestre terminé le 30 juillet 2011 n'est pas nécessairement révélateur du résultat opérationnel d'un exercice complet.

3. Principales conventions comptables

Les conventions comptables IFRS de la Société, présentées à la note 3 des états financiers résumés intermédiaires non audités pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, ont été utilisées pour la préparation des états financiers résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juillet 2011 et 30 juillet 2010 et de l'exercice terminé le 29 janvier 2011.

4. Normes publiées mais non encore appliquées

La Société surveille le processus d'établissement des normes relativement aux nouvelles normes émises par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB ») qu'elle pourrait devoir adopter dans l'avenir. Puisque l'incidence d'une norme proposée peut varier au cours de la période d'examen, la Société ne fait aucun commentaire publiquement jusqu'à ce que la norme soit définitive et que les incidences aient été établies.

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*. La norme fournit des indications sur le classement et de l'évaluation des actifs financiers. En octobre 2010, l'IASB a modifié l'IFRS 9 afin d'y ajouter des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société n'a pas encore évalué son incidence sur la classification des actifs et passifs financiers pour lesquels des informations devront être fournies dans les notes complémentaires.

Le 12 mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette norme fournit des directives visant à accroître l'uniformité et la comparabilité des évaluations à la juste valeur des informations connexes à fournir par l'entremise d'une « hiérarchie de la juste valeur ». Cette norme s'applique lorsqu'une autre norme IFRS exige ou permet des évaluations à la juste valeur ou des informations sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 ne s'applique pas aux transactions dont la rémunération est fondée sur des actions, aux contrats de location et aux évaluations qui ne sont pas des évaluations à la juste valeur mais qui sont analogues à celles-ci. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

Certaines autres normes ont été publiées mais n'ont aucune incidence sur la Société.

5. Stocks

Pour la période de six mois terminée le 30 juillet 2011, la Société a comptabilisé un montant de 466 000 \$ au titre de la dépréciation des stocks (600 000 \$ en 2010) du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise. Les dépréciations sont incluses dans le coût des ventes.

La totalité des stocks sont donnés en nantissement de passifs (note 14).

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

6. Charges par nature

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Salaires et avantages à court terme	2 875	2 773	5 362	5 337
Rémunération fondée sur des actions (note 17)	70	-	80	-
Amortissement et dépréciation	389	335	723	679
Frais d'occupation	2 106	2 240	4 295	4 529
Autres frais	650	733	1 506	1 519
Frais d'exploitation et d'administration	6 090	6 081	11 966	12 064

7. Charges financières nettes

Les charges financières nettes de la Société se détaillent comme suit :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Charges d'intérêts:				
Dette à long terme	7	11	17	22
Débentures convertibles	180	216	377	440
	187	227	394	462
Charges financières autres	20	20	40	42
Produits d'intérêts	(4)	-	(15)	-
Charges financières nettes	203	247	419	504

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

8. Charge d'impôts sur le résultat

Le rapprochement de la charge d'impôts sur le résultat, calculée selon les taux d'imposition statutaires du gouvernement fédéral et des provinces concernées, avec la charge d'impôts sur le résultat figurant dans les états financiers se détaille comme suit :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Résultat avant charge d'impôts sur le résultat	1 252	1 792	785	1 339
Taux de base statutaire combiné	28,24%	30,14%	28,24%	30,14%
	354	540	222	404
Ajustements dus aux éléments suivants:				
Rémunération fondée sur des actions	20	-	23	-
Intérêts non déductibles sur les débetures convertibles	35	42	73	85
Composante capitaux propres des débetures convertibles	(33)	(38)	(68)	(76)
Effet de la variation des taux d'imposition sur les impôts différés	(14)	(62)	(2)	(46)
Charge d'impôts sur le résultat	362	482	248	367

La charge d'impôts sur le résultat se détaille comme suit :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
Exigible				
Charge d'impôts de la période courante	-	-	-	-
Charge d'impôts des périodes antérieures	-	-	-	-
	-	-	-	-
Différé				
Naissance et renversement des différences temporelles	14	20	37	22
Variation des pertes autres qu'en capital inutilisées	348	462	204	339
Incidence de la variation des taux d'imposition	-	-	7	6
	362	482	248	367
Charge d'impôts sur le résultat	362	482	248	367

La note 12 fournit des informations sur les actifs d'impôt différé de la Société.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

9. Résultat par action *

Le montant utilisé au numérateur dans le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action* est le même que celui attribuable aux actionnaires. Aucun rapprochement n'est donc nécessaire pour le résultat net de 2011 et 2010.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours des périodes de trois et six mois terminées les 30 juillet 2011 et 31 juillet 2010 utilisé dans le calcul du résultat de base et dilué par action se présente comme suit :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans le calcul du résultat de base par action	1 910 597	1 341 425	1 910 597	1 341 425
Actions présumées être émises sans contrepartie à l'égard des paiements fondés sur des actions	1 643	-	1 235	-
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé dans le calcul du résultat dilué par action	1 912 240	1 341 425	1 911 832	1 341 425

Des options donnant droit d'acheter 119 600 actions* au cours de la période terminée le 30 juillet 2011 (25 400 actions* en 2010) susceptibles de diluer le résultat de base par action* dans le futur n'ont pas été prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action* en raison de leurs effets antidilutifs.

Des débetures pour 2 625 000 \$ (3 525 000 \$ en 2010) pouvant être converties en 105 000 actions* ordinaires (141 000 actions* en 2010) susceptibles de diluer le résultat de base par action* à l'avenir n'ont pas été pris en compte dans le calcul du résultat par action* dilué en raison de leurs effets antidilutifs.

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

10. Immobilisations corporelles

	Équipements	Améliorations locatives	Équipements en location- financement	Améliorations locatives en location- financement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable brute					
Solde au 29 janvier 2011	786	10 783	523	584	12 676
Acquisition	80	356	-	-	436
Radiation	-	(286)	-	-	(286)
Solde au 30 juillet 2011	866	10 853	523	584	12 826
Amortissement et dépréciation					
Solde au 29 janvier 2011	405	4 799	235	138	5 577
Radiation	-	(286)	-	-	(286)
Amortissement	81	495	51	30	657
Solde au 30 juillet 2011	486	5 008	286	168	5 948
Valeur comptable nette au 30 juillet 2011	380	5 845	237	416	6 878

	Équipements	Améliorations locatives	Équipements en location- financement	Améliorations locatives en location- financement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable brute					
Solde au 31 janvier 2010	720	9 941	522	584	11 767
Acquisition	61	602	1	-	664
Solde au 31 juillet 2010	781	10 543	523	584	12 431
Amortissement et dépréciation					
Solde au 31 janvier 2010	253	3 962	133	79	4 427
Amortissement	73	459	51	30	613
Solde au 31 juillet 2010	326	4 421	184	109	5 040
Valeur comptable nette au 31 juillet 2010	455	6 122	339	475	7 391

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

10. Immobilisations corporelles (suite)

	Équipements	Améliorations locatives	Équipements en location- financement	Améliorations locatives en location- financement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable brute					
Solde au 31 janvier 2010	720	9 941	522	584	11 767
Acquisition	85	1 431	1	-	1 517
Radiation	(19)	(589)	-	-	(608)
Solde au 29 janvier 2011	786	10 783	523	584	12 676
Amortissement et dépréciation					
Solde au 31 janvier 2010	253	3 962	133	79	4 427
Radiation	(19)	(589)	-	-	(608)
Amortissement	151	1 035	102	59	1 347
Dépréciation	20	479	-	-	499
Reprise de perte de valeur	-	(88)	-	-	(88)
Solde au 29 janvier 2011	405	4 799	235	138	5 577
Valeur comptable nette au 29 janvier 2011	381	5 984	288	446	7 099

Toutes les charges d'amortissement et de dépréciation (ou les reprises le cas échéant) sont présentées dans le poste « Amortissement et dépréciation ». Les immobilisations corporelles ont été données en nantissement de passifs (voir note 14).

11. Immobilisations incorporelles

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Valeur comptable brute			
Solde au début de la période	647	642	642
Acquisition	18	5	5
Solde à la fin de la période	665	647	647
Amortissement et dépréciation			
Solde au début de la période	277	145	145
Amortissement	66	66	132
Solde à la fin de la période	343	211	277
Valeur comptable nette à la fin de la période	322	436	370

Toutes les charges d'amortissement et de dépréciation (ou les reprises le cas échéant) sont présentées dans le poste « Amortissement et dépréciation ».

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

12. Actifs d'impôt différé

L'impôt différé découlant des différences temporelles et des pertes fiscales inutilisées se résume comme suit au 30 juillet 2011:

Actifs (passifs) d'impôt différé	Solde au 29 janvier 2011	Comptabilisés en résultat net	Solde au 30 juillet 2011
	\$	\$	\$
Actif courant			
Stocks	182	(10)	172
Actif non-courant			
Immobilisations corporelles	(211)	(94)	(305)
Immobilisations incorporelles	40	11	51
Passif courant			
Provisions	9	1	10
Passif non-courant			
Provisions	32	(2)	30
Crédits reportés au titre des contrats de location	183	(15)	168
Capitaux propres			
Capital social	30	(4)	26
Débitures convertibles	(291)	69	(222)
Pertes fiscales inutilisées	423	(204)	219
Actifs d'impôt différé	397	(248)	149

L'impôt différé pour la période comparative au 31 juillet 2010 se résume comme suit :

Actifs (passifs) d'impôt différé	Solde au 31 janvier 2010	Comptabilisés en résultat net	Solde au 31 juillet 2010
	\$	\$	\$
Actif courant			
Stocks	217	(14)	203
Actif non-courant			
Immobilisations corporelles	(118)	(101)	(219)
Immobilisations incorporelles	9	15	24
Passif courant			
Provisions	13	(3)	10
Passif non-courant			
Provisions	24	-	24
Crédits reportés au titre des contrats de location	196	(11)	185
Capitaux propres			
Débitures convertibles	(444)	86	(358)
Pertes fiscales inutilisées	519	(339)	180
Actifs d'impôt différé	416	(367)	49

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

12. Actifs d'impôt différé (suite)

L'impôt différé au 29 janvier 2011 se résume comme suit :

Actifs (passifs) d'impôt différé	Comptabilisés			Solde au 29 janvier 2011
	Solde au 31 janvier 2010	aux capitaux propres	Comptabilisés en résultat net	
	\$	\$	\$	\$
Actif courant				
Stocks	217	-	(35)	182
Actif non-courant				
Immobilisations corporelles	(118)	-	(93)	(211)
Immobilisations incorporelles	9	-	31	40
Passif courant				
Provisions	13	-	(4)	9
Passif non-courant				
Provisions	24	-	8	32
Crédits reportés au titre des contrats de location	196	-	(13)	183
Capitaux propres				
Capital social	-	38	(8)	30
Déventures convertibles	(444)	-	153	(291)
Pertes fiscales inutilisées	519	-	(96)	423
Actifs d'impôt différé	416	38	(57)	397

Tous les actifs d'impôt différé à l'exception de ceux relatifs aux pertes en capital, ont été comptabilisés dans l'état résumé intermédiaire non audité de la situation financière.

Au 30 juillet 2011, la Société dispose d'un solde de pertes autre qu'en capital d'un montant de 861 000 \$ (702 000 \$ en 2010) pouvant servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs. Ces pertes viennent à échéance en 2030 et 2032 et un actif d'impôt différé relatif à ces pertes a été comptabilisé.

De plus, au 30 juillet 2011, la Société a des pertes en capital reportables prospectivement d'un montant de 1 178 000 \$ (1 178 000 \$ en 2010). Ces pertes peuvent être appliquées indéfiniment contre des gains en capital futurs. Les actifs d'impôts différés relatifs à ces pertes en capital n'ont pas été comptabilisés.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

13. Provisions

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Solde au début de la période	150	131	131
Provisions constituées au cours de la période	24	27	56
Provisions utilisées au cours de la période	(32)	(35)	(37)
Provisions reprises au cours de la période	-	-	(4)
Charge de désactualisation	2	2	4
Solde à la fin de la période	144	125	150
Courant	29	33	32
Non-courant	115	92	118
	144	125	150

Les provisions de la Société sont constituées de provisions pour les retours sur les ventes ainsi que pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (les « OMHS »). Les provisions pour les retours sur les ventes sont comptabilisées en raison de l'obligation que la Société a envers ses clients de les rembourser selon la politique d'échange et de remboursement. L'estimation raisonnable de la juste valeur de l'obligation est effectuée à partir du jugement de la Société ainsi que de son expérience antérieure. Les provisions pour les retours sur les ventes au 29 janvier 2011 ont été réglées au cours du semestre terminé le 30 juillet 2011 ou renversées.

Dans le cadre de ses baux liés aux emplacements, la Société s'est généralement engagée à remettre chaque emplacement dans son état initial en tenant compte d'un usage normal. Afin de calculer une provision pour les OMHS, la Société a utilisé les hypothèses suivantes :

- ✓ la Société prévoit que l'OMHS sera éteinte à la fin des termes des baux;
- ✓ les coûts de restauration des lieux qui sont représentatifs de ce que des tiers fournisseurs factureraient à la Société pour la remise en état des lieux;
- ✓ les taux d'inflation prévus selon les taux d'inflation passés; et
- ✓ les taux sans risque avant impôts ajustés en fonction des risques spécifiques à ces obligations.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

14. Dette à long terme

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Obligations découlant d'un contrat de location-financement remboursable en 48 versements égaux, échéant en novembre 2012, intérêts au taux fixe de 5,63 %	357	605	483
Obligations découlant d'un contrat de location-financement remboursable en 48 versements égaux, échéant en mars 2014, intérêts au taux fixe de 6,56 %	72	96	84
Obligations découlant d'un prêt à terme remboursable en 36 versements, échéant en juin 2013, intérêts au taux préférentiel du prêteur + 4,50 %	48	73	60
	477	774	627
Portion courante	316	299	307
	161	475	320

Le 4 juin 2010, la Société a obtenu un prêt à terme pour le financement d'aménagements au centre de distribution.

Au 30 juillet 2011, la Société dispose d'une facilité de crédit à demande d'un montant maximal de 1 500 000 \$ renouvelable annuellement, et dont aucune somme n'était utilisée au 30 juillet 2011. Un premier segment de 1,5 million \$ est disponible en tout temps et si nécessaire, une augmentation saisonnière de 1,5 million \$ est également disponible du 15 septembre au 15 décembre pour un total de 3 millions \$. Le maximum utilisable est limité à un pourcentage de la valeur des stocks diminué des réserves spécifiques et des créances prioritaires. Au 30 juillet 2011, le montant disponible en fonction de la formule de margination était de 1,3 million \$. De plus, dans le cadre normal de ses activités en 2010, la Société a procédé à l'émission de lettres de crédit et de lettres de garantie de bonne exécution en diminution de cette facilité, pour un total de 162 000 \$ qui viennent à échéance en août 2011.

Cette facilité est garantie par une hypothèque universelle de premier rang grevant les stocks, les créances ainsi que les immobilisations corporelles de la Société et porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5 % (3,95 % en 2010). En vertu des ententes relatives à la facilité de crédit, la Société est soumise à une clause restrictive concernant le respect d'un ratio financier. En date du 30 juillet 2011, la Société était en conformité avec la clause restrictive applicable en vertu de cette facilité de crédit.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

14. Dette à long terme (suite)

Les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location-financement à la date de présentation de l'information financière de chaque période considérée se résume comme suit :

	Paiements minimaux exigibles au titre de la location			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 30 juillet 2011	\$	\$	\$	\$
Paiements au titre de la location	308	142	-	450
Charges financières	(17)	(4)	-	(21)
Valeurs actuelles nettes	291	138	-	429
Au 31 juillet 2010				
Paiements au titre de la location	308	450	-	758
Charges financières	(34)	(23)	-	(57)
Valeurs actuelles nettes	274	427	-	701
Au 29 janvier 2011				
Paiements au titre de la location	308	296	-	604
Charges financières	(26)	(11)	-	(37)
Valeurs actuelles nettes	282	285	-	567

Les paiements minimaux futurs au titre du prêt à terme à la date de présentation de l'information financière de chaque période considérée se résume comme suit :

	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Au 30 juillet 2011	\$ 25	\$ 23	-	\$ 48
Au 31 juillet 2010	25	48	-	73
Au 29 janvier 2011	25	35	-	60

15. Débentures convertibles

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Composante passif des débentures convertibles	1 762	2 122	1 947
Portion courante	900	900	900
	862	1 222	1 047

Le 25 mai 2007, Groupe Bikini Village avait annoncé la signature d'une convention de souscription avec le Fonds de Solidarité FTQ (le « Fonds ») selon laquelle le Fonds pourrait investir jusqu'à 4,5 millions \$ dans la Société. À la fin du deuxième trimestre de 2007, le Fonds avait déjà souscrit à une débenture convertible non garantie d'une somme de 2,5 millions \$. Jusqu'au 25 mai 2009, au gré de la Société et à certaines conditions, le Fonds pouvait souscrire à des débentures additionnelles aux mêmes modalités, et ce, jusqu'à concurrence de 2 millions \$, pour un investissement total de 4,5 millions \$.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

15. Débentures convertibles (suite)

Le 21 octobre 2008, à la demande de la Société, le Fonds a souscrit une somme additionnelle de 2 millions \$ en débentures convertibles non garanties.

Ces débentures portent intérêt à un taux annuel de 8 %, payable mensuellement, et sont rachetées par la Société depuis le 1^{er} juillet 2009, au moyen de 60 versements mensuels égaux.

Depuis le 1^{er} juin 2009, le Fonds, à son choix, peut exercer son privilège de convertir ses débentures en actions ordinaires de la Société à un taux de conversion de 25 \$ l'action (suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010). Dans l'éventualité d'un défaut ou d'un changement de contrôle de la Société, le Fonds pourra potentiellement convertir ses débentures à un taux de conversion plus avantageux.

La Société a comptabilisé séparément la composante passif et la composante capitaux propres des débentures convertibles selon les IFRS. Une première composante passif au montant de 1 004 000 \$ représentant la valeur actuelle des futurs versements d'intérêts requis à l'égard des débentures, calculée au moyen des taux d'intérêts qui prévalaient pour les instruments financiers non convertibles à la date de l'émission, a été comptabilisée en 2007, alors qu'une composante passif au montant de 858 000 \$ a été comptabilisée en regard de l'émission de débentures de 2008.

Au 25 mai 2007, la composante capitaux propres qui représente le montant résiduel attribuable à l'option de conversion du passif a été comptabilisée au crédit des capitaux propres pour un montant de 1 496 000 \$. Au 21 octobre 2008, la composante capitaux propres de la deuxième tranche a été comptabilisée au montant de 1 142 000 \$.

Des frais totaux de 197 000 \$ ont été encourus en 2007 pour la mise en place du financement en débentures non garanties convertibles, pouvant atteindre 4,5 millions \$. Ces frais ont été affectés aux composantes passif et capitaux propres au prorata de la répartition de la juste valeur de l'instrument lors de leur comptabilisation initiale.

Les intérêts passés en charges au cours de l'exercice sont calculés au moyen de l'application d'un taux d'intérêt effectif de 41,3 %. La composante passif est évaluée au coût amorti. L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission et le montant présenté dans l'état résumé intermédiaire non audité de la situation financière au 30 juillet 2011 représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts payés et les versements en capital effectués à cette date.

Les paiements en capital exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Au 30 juillet 2011	900	1 725	-	2 625
Au 31 juillet 2010	900	2 625	-	3 525
Au 29 janvier 2011	900	2 175	-	3 075

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

16. Capitaux propres

16.1 Capital social

Le capital social autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote et un nombre illimité d'actions privilégiées sans droit de vote. Les actions ordinaires confèrent à leurs porteurs un vote par action et le droit de recevoir les dividendes, action pour action, que le Conseil détermine, tandis que les actions privilégiées ne confèrent pas à leurs porteurs le droit de voter aux assemblées des actionnaires, ni d'y être convoqués ou d'y assister. Cependant, ceux-ci confèrent le droit de recevoir des dividendes préférentiels qui sont cumulatifs ou non. Les actions privilégiées ont priorité de rang sur les actions ordinaires quant au paiement de dividendes et au remboursement de capital en cas de dissolution, de liquidation ou autre distribution de l'actif de la Société.

Le nombre maximum d'actions ordinaires de la Société pouvant être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions ordinaires est égal à 10 % du nombre d'actions en circulation au moment de l'attribution excluant celles émises dans le cadre du Régime (voir note 17 pour obtenir plus de précisions sur la rémunération fondée sur des actions).

Placement de droits

Le 9 juillet 2010, la Société a déposé une offre de droits finale auprès de la Bourse de Toronto (la « TSX ») et des organismes de réglementation des valeurs mobilières à l'égard d'un placement de droits (le « placement de droits »).

Aux termes du placement de droits, chaque porteur d'actions ordinaires (les « actions ») inscrit à la date de clôture des registres, soit le 19 juillet 2010, a reçu un droit (un « droit ») pour chaque action qu'il détenait. Il fallait quatre droits et un montant de 0,03 \$ pour souscrire une action antérieure au regroupement.

Le 17 août 2010, la Société a réalisé son placement de droits et son placement privé de façon simultanée. Tous les droits ont été exercés dans le cadre du placement de droits, par conséquent, la Société a émis 41 919 528 actions. En outre, la Société a donné à la caution la possibilité de souscrire des actions au prix de 0,03 \$ chacune dans le cadre du placement privé. Par conséquent, 29 298 650 actions ont été souscrites dans le cadre du placement privé. Donc, dans le cadre du placement de droits et du placement privé, la Société a émis un total de 71 218 178 actions ordinaires au prix de 0,03 \$ chacune, pour un produit brut total de 2,1 millions \$.

Regroupement

À l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 11 juin 2010, ceux-ci ont adopté une résolution autorisant les administrateurs de la Société à procéder au regroupement des actions ordinaires (le « regroupement »). Le 9 septembre 2010, le ratio de regroupement a été fixé à une nouvelle action pour chaque 125 actions en circulation. Le 27 septembre 2010, le regroupement a été annoncé et a pris effet le 30 septembre 2010. Aucune fraction d'action n'a été émise par suite du regroupement. Toutes les fractions ont été arrondies au nombre entier inférieur le plus près. Ainsi, 236 914 041 actions ont été annulées dans le cadre du regroupement. Pour chaque action antérieure au regroupement qui ne faisait pas partie d'une action postérieure au regroupement, les actionnaires ont reçu un montant au comptant qui devait correspondre (i) à 0,05 \$ ou (ii) au cours (au sens donné à ce terme dans les règles de la TSX) de l'action en question à la date de prise d'effet du regroupement, selon le plus élevé de ces montants. Les actionnaires ont ainsi obtenu 0,05 \$ par action. Le montant débité au capital social lors du rachat des 71 655 actions au terme du regroupement comprend une contrepartie en espèces de 4 000 \$ alors qu'une valeur de 5 000 \$ d'escompte au rachat a été attribuée au surplus d'apport au troisième trimestre de 2010.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

16. Capitaux propres (suite)

16.2 Surplus d'apport

Le surplus d'apport figurant dans les capitaux propres comprend :

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Escompte sur rachat d'actions	601	596	601
Rémunération fondée sur des actions	481	348	401
Options de conversion des débiteures convertibles échues	721	374	548
	1 803	1 318	1 550

17. Rémunération fondée sur des actions *

Le régime d'options d'achat d'actions ordinaires (le « Régime ») en place a pour but de fournir à ses bénéficiaires une incitation additionnelle à promouvoir au meilleur de leurs habiletés les intérêts de la Société, et de récompenser leurs compétences en gestion, leurs contributions spéciales, leurs efforts, leurs performances, leurs services rendus et à rendre, ainsi que leur loyauté envers la Société.

La durée des options, leur prix d'exercice, le nombre d'action en faisant l'objet, la fréquence à laquelle elles pourront être exercées, de même que toute autre modalité d'exercice des options sont, sous réserve des règles de la Bourse de Toronto, déterminés par résolution du conseil d'administration de la Société au moment de l'octroi des options aux bénéficiaires.

Toute option attribuée en vertu du Régime peut être exercée, sous réserve de toute autre restriction que peut imposer le conseil d'administration de la Société à cet égard, en tout temps dans un délai ne dépassant pas dix ans à compter de la date d'attribution de chaque option.

Les options sur actions et les prix d'exercice moyens pondérés se détaillent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :

	Six mois terminés le 30 juillet 2011		Six mois terminés le 31 juillet 2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début	54 200	7,81	37 600	11,73
Attribuées	75 000	4,11	-	-
Renoncées	-	-	(12 200)	10,31
Solde à la fin	129 200	5,66	25 400	12,41
Options exerçables à la fin	35 000	10,04	25 400	12,41

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

17. Rémunération fondée sur des actions * (suite)

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options sur actions au 30 juillet 2011 :

Fourchettes des prix d'exercice \$	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre d'options en circulation	Durée de vie contractuelle moyenne restante	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré \$
3,75 à 4,11	103 800	9,40	4,01	9 600	3,75
10,00	14 400	6,70	10,00	14 400	10,00
13,75 à 16,25	11 000	5,10	15,57	11 000	15,57
	129 200	8,90	5,66	35 000	10,04

Le 29 avril 2011, la Société a attribué à certains de ses dirigeants et administrateurs, 75 000 options d'achat d'actions ordinaires à un prix de 4,11 \$ qui peuvent être exercées à n'importe quel moment au cours des trois années subséquentes à raison de 33 1/3 % par année. Ces options viennent à échéance en 2021. La juste valeur de ces options d'achat d'actions a été estimée au montant de 321 000 \$ à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation *Black & Scholes* d'après les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 2,76 %, dividende zéro, durée de vie prévue de sept ans, volatilité prévue de 85 %.

Le 9 septembre 2010, la Société a attribué à certains de ses dirigeants, 28 800 options d'achat d'actions ordinaires à un prix de 3,75 \$ qui peuvent être exercées à n'importe quel moment au cours des trois années subséquentes à raison de 33 1/3 % par année. Ces options viennent à échéance en 2020. La juste valeur de ces options d'achat d'actions a été estimée au montant de 110 000 \$ à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation *Black & Scholes* d'après les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 2,35 %, dividende zéro, durée de vie prévue de sept ans, volatilité prévue de 85 %.

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options sur actions au 31 juillet 2010 :

Fourchettes des prix d'exercice \$	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre d'options en circulation	Durée de vie contractuelle moyenne restante	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré \$
10,00	14 400	7,70	10,00	14 400	10,00
13,75 à 16,25	11 000	6,10	15,57	11 000	15,57
	25 400	7,10	12,41	25 400	12,41

La volatilité prévue sous-jacente a été déterminée par rapport aux données historiques des actions de la Société sur une période de temps postérieure à la réorganisation du capital de la Société ayant eu lieu le 2 août 2004.

La totalité, soit 80 000 \$, de la charge résultant de transaction dont la rémunération est fondée sur des actions a été comptabilisée à l'état résumé intermédiaire non audité du résultat net et du résultat global de la période de six mois se terminant le 30 juillet 2011 (néant en 2010) et portée au crédit du surplus d'apport.

* Suite à un regroupement de 1 pour 125 qui a pris effet le 30 septembre 2010.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

18. Informations supplémentaires

a) L'établissement du résultat net et du résultat global de la Société tenait compte d'une perte de change de 80 000 \$ (perte de 54 000 \$ en 2010).

b) Informations supplémentaires sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Soldes bancaires	3 753	5 245	3 233
Certificats de dépôt à terme	2 000	-	3 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 753	5 245	6 233

c) Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

Les ajustements pour les éléments sans effet de trésorerie et les ajustements liés à la variation des soldes hors caisse du fonds de roulement suivants ont été apportés au résultat avant charge d'impôts sur le résultat afin d'obtenir les flux de trésorerie opérationnels :

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

18. Informations supplémentaires (suite)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
	\$	\$	\$	\$
i) Ajustements pour:				
Amortissements - Immobilisations corporelles	315	261	576	532
Amortissements - Immobilisations biens loués	41	41	81	81
Amortissements - Immobilisations incorporelles	33	33	66	66
Intérêts capitalisés à la composante passif des débetures et amortissement des frais de financement	126	144	265	292
Charge de désactualisation	1	1	2	2
Intérêts de la dette à long terme	7	11	17	22
Intérêts des débetures convertibles	54	72	112	148
Produits d'intérêts	(4)	-	(15)	-
Rémunération fondée sur des actions	70	-	80	-
Perte (gain) de change latente (latent)	(72)	(44)	3	-
Amortissement des crédits reportés au titre des contrats de location	(21)	(21)	(42)	(42)
Crédits reportés au titre des contrats de location	-	-	(2)	21
	550	498	1 143	1 122
ii) Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement				
Débiteurs	(296)	(21)	(112)	99
Stocks	(164)	426	(404)	580
Charges payées d'avance	(331)	(1)	(161)	19
Fournisseurs et autres créditeurs	969	1 017	(545)	(344)
Provisions	6	1	(11)	(11)
	184	1 422	(1 233)	343
iii) Informations supplémentaires				
Opérations sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie:				
Acquisitions d'immobilisations comprises dans les fournisseurs et autres créditeurs	4	25	4	25
Acquisitions d'immobilisations par contrats de location	-	-	-	43
Acquisitions d'immobilisations par la prise en charge d'obligations liées à la mise hors service incluses dans les provisions	2	2	3	3

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

19. Engagements

La Société est liée par des contrats de location de locaux commerciaux. La plupart de ces baux ont un loyer minimal annuel et un loyer conditionnel calculé sur un pourcentage des ventes brutes avec plusieurs options de renouvellement pouvant être exercées au gré de la Société ou du locateur. La majeure partie des contrats de location sont des contrats de location dits «nets», c'est-à-dire qu'ils requièrent des paiements supplémentaires pour couvrir le coût des assurances, les taxes et les frais d'entretien et de services publics.

Les paiements au titre des contrats de location simple comptabilisés comme charges au cours de la période de six mois se terminant le 30 juillet 2011 totalisent 2 578 000 \$ (2 735 000 \$ en 2010). Ce montant représente les paiements minimaux au titre des contrats de location simple. De plus, des loyers conditionnels totalisant 34 000 \$ (1 000 \$ créditeur en 2010) ont été comptabilisés comme charges au cours de la période.

Le tableau suivant présente au 30 juillet 2011 les engagements financiers relatifs aux paiements minimaux au titre des contrats de location simple pour les boutiques, le siège social et le centre de distribution, exclusion faite des montants supplémentaires basés sur les ventes, les taxes et les autres coûts, ainsi que les montants se rapportant aux ententes visant l'achat de biens et de services qui ont un droit juridiquement exécutoire sur la Société :

	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$
Obligations en vertu des contrats de location simple	5 088	10 370	3 056	18 514
Obligations d'achats	7 420	458	-	7 878
	12 508	10 828	3 056	26 392

20. Opérations entre parties liées

Les parties liées de la Société incluent les principaux dirigeants qui sont les membres du conseil d'administration ainsi que les hauts dirigeants de la Société. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 juillet 2011	31 juillet 2010	30 juillet 2011	31 juillet 2010
			\$	\$
Salaires et avantages à court terme	150	140	307	411
Rémunération fondée sur des actions	58	-	66	-
Total de la rémunération	208	140	373	411

21. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital se présentent comme suit :

- ✓ de disposer des liquidités nécessaires au financement des projets d'immobilisations ainsi que de ses besoins en fonds de roulement de manière à faciliter sa croissance; et
- ✓ de maintenir un solide capital de manière à conserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché.

Le capital de la Société se compose :

- ✓ de la dette à long terme y compris de la portion courante;
- ✓ de débetures non garanties convertibles y compris de la portion courante; et
- ✓ des capitaux propres.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

21. Gestion du capital (suite)

Le tableau qui suit présente un sommaire des données quantitatives à l'égard du capital de la Société :

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Dette à long terme y compris la portion courante	477	774	627
Composante passif des débiteures convertibles y compris la portion courante	1 762	2 122	1 947
Capitaux propres	13 014	11 197	12 397
	15 253	14 093	14 971

La Société gère la structure de son capital et y apporte des ajustements, le cas échéant, à la lumière des variations de la conjoncture économique, des objectifs de ses actionnaires, des besoins de trésorerie de la Société et des conditions des marchés financiers.

La Société affecte principalement ses capitaux au financement des hausses des éléments hors caisse du fonds de roulement de même qu'aux dépenses en immobilisations liées à l'ajout de nouvelles boutiques, ainsi qu'aux projets de rénovation des boutiques existantes. La Société comble actuellement ces besoins de financement au moyen des flux de trésorerie générés à l'interne ainsi que des facilités de crédit déjà en place.

Le conseil d'administration ne fixe pas de critères quantitatifs quant au rendement du capital investi à l'intention de la direction, mais il favorise une croissance durable et rentable d'un exercice à l'autre.

La Société est soumise à une clause financière restrictive concernant le respect d'un ratio financier en ce qui a trait à la facilité de crédit. Au 30 juillet 2011, la Société était en conformité avec la clause restrictive applicable en vertu de cette facilité de crédit.

22. Risques financiers et instruments financiers

22.1 Gestion des risques financiers

La Société est exposée à différents risques relativement aux instruments financiers. Les principaux types de risques sont le risque de marché et le risque de liquidité. Le risque de marché comprend le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société a pour but, dans sa gestion des risques, de réduire au minimum les effets défavorables éventuels de ces risques sur sa performance financière.

Risque financier

Le risque de marché découle des pertes éventuelles causées par les variations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change.

Risque de change

La Société est exposée à des risques financiers qui découlent des fluctuations des taux de change ainsi que de la volatilité de ces taux. Dans le cadre de ses activités, la Société effectue certaines transactions d'achats de marchandises en devises. La Société gère ce risque grâce à des contrats de change à terme. Au 30 juillet 2011, la Société avait des contrats de change libellés en dollars US d'un montant de 1 815 000 \$ (1 075 000 \$ au 31 juillet 2010) avec des échéances allant jusqu'en

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

22. Risques financiers et instruments financiers (suite)

avril 2012 (jusqu'en mars 2011 au 31 juillet 2010) et à des taux variant entre 0,969 et 1,017 (1,031 et 1,055 en 2010).

Au 30 juillet 2011, la juste valeur des profits ou pertes non réalisé(e)s sur ces contrats de change a été comptabilisée aux résultats et représente une perte de 37 000 \$ (18 000 \$ en 2010). Ces montants ont été comptabilisés sous le poste «Fournisseurs et autres créditeurs». La juste valeur de ces contrats de change représente 1 745 000 \$ (1 106 000 \$ en 2010). La juste valeur est classée selon le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Les comptes à recevoir de fournisseurs en dollars US, inclus dans l'état résumé intermédiaire non audité de la situation financière au 30 juillet 2011, étaient de 126 000 \$ (21 000 \$ à payer au 31 juillet 2010).

La Société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars US au 30 juillet 2011, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du taux de change du dollar US aurait une incidence sur les capitaux propres, le résultat net et résultat global. Au 30 juillet 2011, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar CA par rapport au dollar US, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, se serait traduite par une diminution ou une augmentation respective de 190 000 \$ des capitaux propres et du résultat net de la Société pour le semestre terminé le 30 juillet 2011.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt repose sur les intérêts gagnés sur sa trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les intérêts payés sur la marge de crédit et le prêt à terme. Les facilités de crédit à court terme décrit à la note 14 ainsi que le prêt à terme portent intérêt à des taux variables, alors que la dette à long terme relative aux obligations découlant de contrats de location-financement et les débetures convertibles comportent un taux fixe.

La Société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard du risque de taux d'intérêt au 30 juillet 2011 afin de déterminer l'incidence d'une variation des taux d'intérêt sur les capitaux propres, le résultat net et résultat global. Au cours du premier semestre de 2011, la Société a gagné des intérêts de 15 000 \$ et a encouru des frais d'intérêts de 2 000 \$ sur son prêt à terme. Une augmentation ou une diminution de 25 points de base du taux d'intérêt moyen de la période aurait donné lieu à une hausse ou à une baisse de 5 000 \$ des capitaux propres et du résultat net et du résultat global. Cette analyse prend pour hypothèse que toutes les autres variables, plus particulièrement les taux de change, demeurent constantes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels. Ses liquidités suivent une courbe saisonnière en fonction des ventes, du calendrier des achats de stocks et des dépenses en immobilisations. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations.

La Société maintient son accès à des facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir des fonds suffisants pour respecter les exigences financières actuelles et futures, à un coût raisonnable.

Le tableau qui suit présente un sommaire de la valeur comptable et des échéances contractuelles, capital et intérêts, des principaux passifs financiers au 30 juillet 2011.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

22. Risques financiers et instruments financiers (suite)

	Valeur comptable	Échéance contractuelle des flux de trésorerie		
		Moins d'un an	1 à 5 ans	5 ans et plus
	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créditeurs	4 290	4 290	-	-
Dette à long terme y compris la portion courante	477	336	166	-
Débiteures convertibles y compris la portion courante	1 762	1 071	1 853	-
Obligations en vertu de contrats de location simple ¹	-	5 088	10 370	3 056
Obligations d'achats ¹	-	7 420	458	-
	6 529	18 205	12 847	3 056

¹ Les obligations en vertu de contrats de location simple et les obligations d'achats ne sont pas présentées dans l'état résumé intermédiaire non audité de la situation financière.

La direction est d'avis que les fonds en caisse, les flux de trésorerie futurs générés par les activités opérationnelles et la disponibilité du financement actuel et futur suffiront à gérer les passifs financiers.

22.2 Classement des instruments financiers

La valeur comptable des montants présentés dans les états résumés intermédiaires non audités de la situation financière se rapporte aux catégories de passifs et d'actifs suivantes :

Au	30 juillet 2011	31 juillet 2010	29 janvier 2011
	\$	\$	\$
Actifs financiers - Juste valeur par le biais du compte de résultat			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 753	5 245	6 233
	5 753	5 245	6 233
Actifs financiers - Prêts et créances			
Débiteurs	322	68	210
	322	68	210
Passifs financiers - Coût amorti			
Fournisseurs et autres créditeurs	4 290	4 488	4 842
Dette à long terme y compris la portion courante	477	774	627
Débiteures convertibles y compris la portion courante	1 762	2 122	1 947
	6 529	7 384	7 416

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

22. Risques financiers et instruments financiers (suite)

22.3 Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état résumé intermédiaire non audité de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les fournisseurs et autres créateurs sont tous des instruments financiers courant et, par conséquent, leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés selon le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des contrats de change est classée selon le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

La juste valeur de la composante passif des débetures convertibles ne s'écarte pas de sa valeur comptable de façon importante. La juste valeur est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la Société estime pouvoir obtenir actuellement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur estimative pourrait différer du montant qui serait obtenu advenant le règlement immédiat des instruments.

Au cours de la période, il n'y a eu aucun transfert important de montants entre les différents niveaux.

23. Approbation des états financiers résumés intermédiaires non audités

Les états financiers résumés intermédiaires non audités de la période de six mois terminée le 30 juillet 2011 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés par le conseil d'administration le 8 septembre 2011.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS

Comme l'indique la note 2, ces états financiers résumés intermédiaires non audités de la Société ont été établis conformément aux IFRS.

Les conventions comptables énoncées à la note 3 des états financiers résumés intermédiaires pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 ont été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers résumés intermédiaires non audités des périodes de trois et six mois terminées le 30 juillet 2011, des informations comparatives figurant aux présents états financiers non audités des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2010, et de l'exercice terminé le 29 janvier 2011.

Les informations financières sur la transition IFRS sont établies conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, *Première adoption des normes internationales d'information financière* qui exige que les nouveaux adoptants appliquent à titre rétrospectif toutes les normes IFRS à la date de présentation de l'information financière de ses premiers états financiers annuels, soit, pour la Société, le 28 janvier 2012.

Exemptions relatives à la première adoption

Lors de la transition, l'IFRS 1 autorise certaines exemptions facultatives à l'application rétrospective. La Société a appliqué les exceptions obligatoires et certaines exemptions facultatives. Les exemptions suivantes ont été adoptées par la Société :

i. Paiements fondés sur des actions :

Un nouvel adoptant est encouragé à appliquer IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux instruments de capitaux propres attribués au plus tard le 7 novembre 2002, et aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 et acquis avant la date de transition. La Société a choisi d'utiliser l'exemption prévue par IFRS 1 et a appliqué IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 qui n'étaient pas acquis à la date de transition.

ii. Passifs relatifs au démantèlement inclus dans le coût d'une immobilisation corporelle :

IFRIC 1, *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement et à la remise en état*, et *des passifs similaires*, impose que des changements spécifiés dans un passif relatif au démantèlement, à la remise en état ou un passif similaire soient ajoutés ou déduits du coût de l'actif auquel ils correspondent; le montant amortissable ajusté de l'actif est ensuite amorti de manière prospective sur sa durée d'utilité restant à courir. Un nouvel adoptant n'est pas tenu de se conformer à ces dispositions en ce qui concerne les variations de tels passifs qui se sont produits avant la date de transition aux IFRS. La Société a choisi de se prévaloir de l'exemption prévue par IFRS 1.

Exception à l'application rétrospective des autres IFRS

La Société a appliqué l'exception obligatoire à l'application rétroactive des autres IFRS sur les estimations, les autres exceptions d'IFRS 1 ne s'appliquant pas à la Société. Ainsi, les estimations sous les IFRS sont cohérentes avec celles faites pour les mêmes dates sous les normes comptables en vigueur avant le basculement, compte tenu des ajustements pour refléter toutes différences entre les méthodes comptables.

Rapprochement en vertu d'IFRS 1

Ces états financiers résumés intermédiaires non audités ont été préparés conformément à IAS 34, et à IFRS 1. IFRS 1 exige que la Société établisse des rapprochements des capitaux propres et du résultat global selon les normes comptables en vigueur avant le basculement, les «PCGR canadiens» et de ces mêmes éléments selon les IFRS pour la période correspondante de 2010. Ces rapprochements sont présentés ci-après.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

24.1 Rapprochement des états non audités de la situation financière selon les PCGR canadiens et de ceux selon les IFRS pour 2010

État résumé intermédiaire non audité de la situation financière au 31 juillet 2010

Poste selon les PCGR canadiens	PCGR		Impact		IFRS	Poste selon les IFRS
	canadiens	Note	Reclassement	conversion		
	\$		\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actif courant
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 245		-	-	5 245	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Débiteurs	68		-	-	68	Débiteurs
Impôts sur les bénéfices	4		-	-	4	Actifs d'impôt exigible
Stocks	5 643		-	-	5 643	Stocks
Charges payées d'avance	561	d	-	-	561	Charges payées d'avance
Impôts futurs	298	h	(298)	-	-	
Actif à court terme	11 819		(298)	-	11 521	Actif courant
Actif à long terme						Actif non courant
Immobilisations	7 866	a-b-c	-	(475)	7 391	Immobilisations corporelles
Actifs incorporels	436		-	-	436	Immobilisations incorporelles
Impôts futurs	-	g-h	298	(249)	49	Actifs d'impôt différé
Actif à long terme	8 302		298	(724)	7 876	Actif non courant
Total de l'actif	20 121		-	(724)	19 397	Total de l'actif
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						PASSIF ET CAPITAUX PROPRES
Passif						Passif
Passif à court terme						Passif courant
Créditeurs et charges à payer	4 715	d-h	(241)	14	4 488	Fournisseurs et autres créditeurs
	-	b-h	158	(125)	33	Provisions
Tranche à court terme de la dette à long terme et des débetures convertibles	1 199		-	-	1 199	Partie courante de la dette à long terme et des débetures convertibles
Passif à court terme	5 914		(83)	(111)	5 720	Passif courant
Passif à long terme						Passif non courant
Crédits reportés au titre des contrats de location	608	h	83	-	691	Crédits reportés au titre des contrats de location
	-	b	-	92	92	Provisions
Dette à long terme	475		-	-	475	Dette à long terme
Composante passif des débetures convertibles	2 045	e	-	(823)	1 222	Composante passif des débetures convertibles
Impôts futurs	21	g-h	-	(21)	-	
Passif à long terme	3 149		83	(752)	2 480	Passif non courant
Total passif	9 063		-	(863)	8 200	Total passif
Capitaux propres						Capitaux propres
Capital-actions	27 702		-	-	27 702	Capital social
Composante capitaux propres des débetures convertibles	891	e	-	463	1 354	Composante capitaux propres des débetures convertibles
Surplus d'apport	2 630	e-f	(1 489)	177	1 318	Surplus d'apport
Déficit	(20 165)	f	1 489	(501)	(19 177)	Déficit
Total des capitaux propres	11 058		-	139	11 197	Total des capitaux propres
Total du passif et des capitaux propres	20 121		-	(724)	19 397	Total du passif et des capitaux propres

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

État non audité de la situation financière au 29 janvier 2011

Poste selon les PCGR canadiens	PCGR canadiens	Note	Reclassement	Impact conversion	IFRS	Poste selon les IFRS
	\$		\$	\$	\$	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Actif courant
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 233		-	-	6 233	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Débiteurs	210		-	-	210	Débiteurs
Impôts sur les bénéfices	-		-	-	-	Actifs d'impôt exigible
Stocks	5 690		-	-	5 690	Stocks
Charges payées d'avance	652	d	-	(5)	647	Charges payées d'avance
Impôts futurs	457	h	(457)	-	-	
Actif à court terme	13 242		(457)	(5)	12 780	Actif courant
Actif à long terme						Actif non courant
Immobilisations	7 936	a-b-c	-	(837)	7 099	Immobilisations corporelles
Actifs incorporels	370		-	-	370	Immobilisations incorporelles
Impôts futurs	-	g-h	457	(60)	397	Actifs d'impôt différé
Actif à long terme	8 306		457	(897)	7 866	Actif non courant
Total de l'actif	21 548		-	(902)	20 646	Total de l'actif
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						PASSIF ET CAPITAUX PROPRES
Passif						Passif
Passif à court terme						Passif courant
Créditeurs et charges à payer	5 085	d-h	(259)	16	4 842	Fournisseurs et autres crédateurs
	-	b-h	172	(140)	32	Provisions
Tranche à court terme de la dette à long terme et des débetures convertibles	1 207		-	-	1 207	Partie courante de la dette à long terme et des débetures convertibles
Passif à court terme	6 292		(87)	(124)	6 081	Passif courant
Passif à long terme						Passif non courant
Crédits reportés au titre des contrats de location	596	h	87	-	683	Crédits reportés au titre des contrats de location
	-	b	-	118	118	Provisions
Dette à long terme	320		-	-	320	Dette à long terme
Composante passif des débetures convertibles	1 719	e	-	(672)	1 047	Composante passif des débetures convertibles
Passif à long terme	2 635		87	(554)	2 168	Passif non courant
Total passif	8 927		-	(678)	8 249	Total passif
Capitaux propres						Capitaux propres
Capital-actions	29 730		-	-	29 730	Capital social
Composante capitaux propres des débetures convertibles	777	e	-	404	1 181	Composante capitaux propres des débetures convertibles
Surplus d'apport	2 818	e-f	(1 489)	221	1 550	Surplus d'apport
Déficit	(20 704)	f	1 489	(849)	(20 064)	Déficit
Total des capitaux propres	12 621		-	(224)	12 397	Total des capitaux propres
Total du passif et des capitaux propres	21 548		-	(902)	20 646	Total du passif et des capitaux propres

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

24.2 Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR canadiens et de ceux selon les IFRS pour 2010

Au		29 janvier 2011	31 juillet 2010
	Note	\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR canadiens		12 621	11 058
Différences avec les PCGR canadiens augmentant (diminuant) les capitaux propres publiés:			
Immobilisations corporelles - coûts directs initiaux des contrats de location	a	2	3
Immobilisations corporelles - coûts de démantèlement et de remise en état de site	b	14	17
Immobilisations corporelles - diminution due à la dépréciation	c	(853)	(495)
Frais de publicité	d	(21)	(14)
Provision relative aux coûts de démantèlement et de de remise en état de site	b	22	33
Déventures convertibles	e	672	823
Rémunération fondée sur des actions	f	-	-
Impôt différé	g	(60)	(228)
Sous-total de l'incidence des IFRS		(224)	139
Total des capitaux propres selon les IFRS		12 397	11 197

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

24.3 Rapprochement des états non audités du résultat net et du résultat global selon les PCGR canadiens et de ceux selon les IFRS pour 2010

Pour la période de six mois terminée le 31 juillet 2010

Poste selon les PCGR canadiens	PCGR canadiens	Reclassement	Impact conversion	IFRS	Poste selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	
Produits d'exploitation	24 258	-	-	24 258	Produits des activités ordinaires
Coût des produits vendus, frais d'exploitation et d'administration	21 757	(11 406)	-	10 351	Coût des ventes
				13 907	Marge brute
	-	12 169	(105)	12 064	Frais d'exploitation et d'administration
Intérêts	349		155	504	Charges financières nettes
Amortissement	763	(763)	-	-	
	22 869	-	50	12 568	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	1 389	-	(50)	1 339	Résultat avant charge d'impôts sur le résultat
Charge d'impôts sur les bénéfices	432	-	(65)	367	Charge d'impôts sur le résultat
Résultat net et résultat étendu	957	-	15	972	Résultat net et résultat global

Bénéfice par action				Résultat par action
De base	0,71		0,72	De base
Dilué	0,71		0,72	Dilué

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010

Poste selon les PCGR canadiens	PCGR canadiens	Reclassement	Impact conversion	IFRS	Poste selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	
Produits d'exploitation	14 230	-	-	14 230	Produits des activités ordinaires
Coût des produits vendus, frais d'exploitation et d'administration	12 018	(5 908)	-	6 110	Coût des ventes
				8 120	Marge brute
	-	6 278	(197)	6 081	Frais d'exploitation et d'administration
Intérêts	170		77	247	Charges financières nettes
Amortissement	370	(370)	-	-	
	12 558	-	(120)	6 328	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	1 672	-	120	1 792	Résultat avant charge d'impôts sur le résultat
Charge d'impôts sur les bénéfices	477	-	5	482	Charge d'impôts sur le résultat
Résultat net et résultat étendu	1 195	-	115	1 310	Résultat net et résultat global

Bénéfice par action				Résultat par action
De base	0,89		0,98	De base
Dilué	0,89		0,98	Dilué

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

Pour l'exercice terminé le 29 janvier 2011

Poste selon les PCGR canadiens	PCGR canadiens	Reclassement	Impact conversion	IFRS	Poste selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	
Produits d'exploitation	44 622	-	-	44 622	Produits des activités ordinaires
Coût des produits vendus, frais d'exploitation et d'administration	41 647	(22 673)	-	18 974	Coût des ventes
				25 648	Marge brute
	-	24 287	262	24 549	Frais d'exploitation et d'administration
Intérêts	653		304	957	Charges financières nettes
Amortissement	1 614	(1 614)	-	-	
	43 914	-	566	25 506	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	708	-	(566)	142	Résultat avant charge d'impôts sur le résultat
Charge d'impôts sur les bénéfices	290	-	(233)	57	Charge d'impôts sur le résultat
Résultat net et résultat étendu	418	-	(333)	85	Résultat net et résultat global

Bénéfice par action

De base

Dilué

0,26

0,26

Résultat par action

De base

Dilué

0,05

0,05

24.4 Rapprochement du résultat net et du résultat global selon les PCGR canadiens et de celui selon les IFRS pour 2010

Note	Exercice terminé le 29 janvier 2011	Trois mois terminés le 31 juillet 2010	Six mois terminés le 31 juillet 2010
	\$		\$
Résultat net et résultat étendu selon les PCGR canadiens	418	1 195	957
Immobilisations corporelles - coûts directs initiaux des contrats de location	a	-	1
Immobilisations corporelles - coûts de démantèlement et de remise en état de site	b	(4)	(1)
Immobilisations corporelles - variation due à la dépréciation	c	(270)	88
Provision relative aux coûts de démantèlement et de remise en état de site	b	(11)	-
Frais de publicité	d	(21)	(14)
Déventures convertibles	e	(308)	(157)
Rémunération fondée sur des actions	f	48	33
Total des ajustements avant charge d'impôts sur le résultat selon les IFRS	(566)	120	(50)
Charge d'impôts sur le résultat	g	233	65
Résultat net et résultat global selon les IFRS	85	1 310	972

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

24.5 Explication des principaux ajustements des capitaux propres, du résultat net et résultat global selon les IFRS

Changement de méthodes comptables

Une explication des ajustements présentés dans les rapprochements aux notes 24.1, 24.2 et 24.4 est fournie ci-après :

a. Contrat de location

PCGR canadiens - Les frais initiaux directs du preneur sont imputés aux résultats.

IFRS - Les coûts directs initiaux du preneur sont ajoutés à la somme comptabilisée au titre d'actif. Ainsi, au début de la durée du bail, l'actif et le passif sont comptabilisés dans l'état de la situation financière à montants égaux, exception faite des coûts directs initiaux du preneur.

L'incidence résultant de la comptabilisation des coûts directs au titre d'actif est résumée ci-dessous :

Au	29 janvier 2011	31 juillet 2010
	\$	\$
Immobilisations corporelles	2	3
	<i>Diminution du déficit et augmentation des capitaux propres</i>	
	2	3

b. Coûts de démantèlement et de remise en état de site

PCGR canadiens - Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont évaluées à la juste valeur, compte tenu des hypothèses du marché. Les taux d'actualisation qui s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont fondés sur le taux sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit. Des ajustements sont apportés aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations pour tenir compte des changements relatifs à l'échéancier ou au montant des flux de trésorerie ainsi que du passage du temps. Toutefois, les modifications apportées au seul taux d'actualisation n'entraînent pas la réévaluation de la provision. Les changements d'estimations qui font diminuer le passif sont actualisés selon le taux d'actualisation appliqué au moment de la comptabilisation initiale du passif, tandis que, comme dans le cas des IFRS, lorsque des changements d'estimations font augmenter le passif, le passif supplémentaire est actualisé selon le taux d'actualisation en vigueur. Lorsque des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées, un ajustement correspondant est toujours apporté au coût de l'actif connexe.

IFRS - Les provisions pour coûts de démantèlement sont évaluées selon la meilleure estimation que la direction a faite des dépenses à engager. Les taux d'actualisation qui sont appliqués devraient tenir compte des risques spécifiques à la provision pour coûts de démantèlement. Les ajustements des provisions pour coûts de démantèlement sont effectués pour chaque période, afin de tenir compte des changements relatifs au calendrier ou au montant des flux de trésorerie, des variations du taux d'actualisation ainsi que du passage du temps.

En application de la norme IAS 16, le coût de l'actif doit comprendre, lors de sa comptabilisation initiale, l'estimation des coûts de démantèlement et de remise en état de site dès lors qu'il existe à la date d'entrée une obligation actuelle, légale ou implicite de démanteler ou de restaurer le site, une provision est constatée en contrepartie de l'«actif» de démantèlement.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

En application de l'exemption IFRS 1 retenue, la Société n'a pas retraité rétrospectivement selon IFRIC 1 les variations de provisions pour démantèlement et restauration de sites intervenues avant la date de transition. En application de cette exemption, la Société a :

- ✓ évalué la provision à la date de transition conformément à la norme IAS 37, c'est-à-dire en tenant compte des hypothèses de flux de trésorerie et de taux d'actualisation courant à cette date;
- ✓ estimé le montant qui aurait été inclus dans le coût de l'actif correspondant lorsque le passif a pris naissance, en actualisant le passif à cette date utilisant la meilleure estimation du taux d'actualisation historique ajusté au titre du risque qui se serait appliqué à ce passif dans l'intervalle; et
- ✓ calculé l'amortissement cumulé de l'actif de manière rétrospective sur la base de l'estimation actuelle de la durée d'utilité de l'actif, en appliquant la méthode d'amortissement adoptée par la Société selon les IFRS.

L'incidence résultant de la réévaluation des coûts de démantèlement et de remise en état de site est résumée ci-dessous :

Au	29 janvier 2011	31 juillet 2010
	\$	\$
Immobilisations corporelles	14	17
Provisions - courant	140	125
Provisions - non courant	(118)	(92)
	22	33
<i>Diminution du déficit et augmentation des capitaux propres</i>	36	50

c. Dépréciation

PCGR canadiens – Les actifs sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ce test comporte deux étapes. La première étape du test de recouvrabilité consiste à comparer la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs aux flux de trésorerie prévus non actualisés devant être générés par cet actif ou ce groupe d'actifs. Si on ne peut recouvrer la valeur comptable d'un actif, la perte de valeur est égale à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau du groupe d'actifs ou d'une unité d'exploitation, soit le plus bas niveau de regroupement pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont dans une large mesure indépendants des flux de trésorerie d'autres groupes d'actifs.

IFRS – Les actifs sont soumis à un test de dépréciation en une seule étape au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (« UGT ») distincte. La perte de valeur est égale à l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, soit la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est égale à la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus devant être générés par l'actif ou l'UGT.

Un test de dépréciation doit être exécuté si un indicateur de dépréciation est présent. Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'UGT, soit le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

L'incidence résultant du test de dépréciation selon les exigences des IFRS est résumée ci-dessous :

Au	29 janvier 2011	31 juillet 2010
Immobilisations corporelles	\$ (853)	\$ (495)
	<i>Augmentation du déficit et diminution des capitaux propres</i>	
	(853)	(495)

À la suite du test de dépréciation réalisé à la date de transition, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 583 000 \$ (avant impôts) pour certaines boutiques pour lesquelles la valeur recouvrable ne dépassait pas la valeur comptable des actifs. La valeur recouvrable était fondée sur la valeur d'utilité des actifs appartenant aux UGT et tient compte des flux de trésorerie futurs attendus provenant de l'utilisation de ces actifs. Les flux de trésorerie ont été actualisés selon un taux avant impôts de 5,45 %. Ces ajustements ont entraîné une diminution des immobilisations corporelles de 583 000 \$ au 31 janvier 2010.

Pour le semestre terminé le 31 juillet 2010, la charge d'amortissement a été réduite de 88 000 \$ en raison de la charge de dépréciation comptabilisée à la date de transition. Aucune charge de dépréciation supplémentaire n'a été comptabilisée au cours du semestre terminé le 31 juillet 2010 et aucune partie de la charge de dépréciation n'a été reprise.

Pour l'exercice terminé le 29 janvier 2011, la charge d'amortissement a été réduite de 142 000 \$ en raison de la charge de dépréciation comptabilisée à la date de transition. Une charge de dépréciation supplémentaire de 500 000 \$ a été constatée au cours de l'exercice terminé le 29 janvier 2011, tandis qu'un montant de 88 000 \$ au titre de la charge de dépréciation d'ouverture a été repris. Les flux de trésorerie ont été actualisés selon un taux avant impôts de 6,44 %.

d. Frais de publicité

PCGR canadiens – Les PCGR canadiens autorisent le report des frais de publicité (à titre d'éléments payés d'avance) et leur passation en charges au moment où la campagne publicitaire a lieu.

IFRS – Les frais de publicité doivent être comptabilisés à titre de charge au moment où les frais sont engagés.

L'incidence résultant de la conversion aux IFRS des frais de publicité est résumée ci-dessous :

Au	29 janvier 2011	31 juillet 2010
Charges payées d'avance	\$ (5)	\$ -
Fournisseurs et autres créditeurs	(16)	(14)
	<i>Augmentation du déficit et diminution des capitaux propres</i>	
	(21)	(14)

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

e. Débentures convertibles

PCGR canadiens – Les méthodes d'évaluation permises pour la séparation des éléments des instruments financiers hybrides : 1) attribuer à la composante la moins facile à évaluer le montant résiduel après déduction du montant déterminé séparément pour la composante la plus facilement évaluable; 2) évaluer séparément les composantes passif et capitaux propres et, dans la mesure nécessaire, ajuster proportionnellement les montants ainsi obtenus, de sorte que la somme des valeurs des composantes soit égale à la valeur de l'instrument pris dans son ensemble.

Les coûts de transaction liés à des instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction sont comptabilisés immédiatement en charge. Pour ceux liés aux autres instruments financiers, les entités sont autorisées à choisir une méthode comptable leur permettant d'inclure les coûts de transaction dans le montant comptabilisé lors de l'évaluation initiale de l'instrument financier ou de les comptabiliser immédiatement dans les résultats.

IFRS - Lorsque la valeur comptable initiale d'un instrument financier composé est ventilée en composantes capitaux propres et passif, il convient d'affecter à la composante capitaux propres le montant résiduel obtenu après avoir déduit de la juste valeur de l'instrument considéré dans son ensemble, le montant déterminé séparément pour la composante passif.

Les coûts de transaction liés à l'émission d'un instrument composé sont affectés aux composantes passif et capitaux propres de l'instrument au prorata de la répartition de la juste valeur de l'instrument lors de sa comptabilisation initiale, à l'exception de ceux classés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Étant donné que la méthode utilisée par la Société selon les PCGR canadiens n'est pas en convergence à celle permise par les IFRS, la Société a dû réévaluer la composante passif des débentures convertibles afin d'effectuer la ventilation en conformité aux exigences d'IAS 32. De plus, la Société comptabilisait les coûts de transaction en totalité dans la composante passif. Ainsi, à la date de transition, les coûts de transaction ont dû être ventilés entre les composantes passif et capitaux propres au prorata de la répartition de la juste valeur de l'instrument étant donné que la Société n'a pas classé l'instrument financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

L'incidence résultant de la conversion aux IFRS des débetures convertibles est résumée ci-dessous :

Au	29 janvier 2011	31 juillet 2010
Note		
<u>Composante passif</u>	\$	\$
Réévaluation des débetures convertibles à la date d'émission	(1 500)	(1 500)
Coûts de transaction liés à l'émission affectés à la composante passif	117	117
<i>Sous-total</i>	(1 383)	(1 383)
Amortissement des coûts de transaction	(79)	(68)
Intérêts cumulés capitalisés à la composante passif	790	628
<i>Augmentation du déficit</i>	711	560
<i>Augmentation des capitaux propres et diminution de la composante passif</i>	(672)	(823)
<u>Composante capitaux propres</u>		
Réévaluation des débetures convertibles à la date d'émission	1 500	1 500
Coûts de transaction liés à l'émission affectés à la composante capitaux propres	(117)	(117)
<i>Sous-total</i>	1 383	1 383
Impôt différé relié à la composante capitaux propres	(791)	(791)
<i>Sous-total de la composante capitaux propres</i>	592	592
Reclassement de la composante capitaux propres au surplus d'apport	(188)	(129)
<i>Augmentation de la composante capitaux propres</i>	404	463

Au 31 janvier 2010, un montant de 133 000 \$ de la composante capitaux propres de la débenture a été reclassé dans le surplus d'apport suite au remboursement de la dette.

f. Rémunération fondée sur des actions

PCGR canadiens – Pour les attributions fondées sur des actions dont l'acquisition est échelonnée dans le temps, la juste valeur d'une attribution est comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée de service requise pour assurer l'acquisition.

IFRS – Chaque tranche d'une attribution dont l'acquisition est échelonnée dans le temps est traitée comme une attribution distincte ayant sa propre date d'acquisition des droits et sa propre juste valeur. Chaque attribution est comptabilisée selon ce qui précède. Par conséquent, la Société a ajusté sa rémunération fondée sur des actions pour tenir compte de cette différence de convention comptable.

La Société ne doit procéder à aucun ajustement ultérieur des capitaux propres après la date d'acquisition. Cependant, cela n'empêche toutefois pas l'entité de comptabiliser un transfert au sein des capitaux propres, à savoir un transfert d'une composante des capitaux propres à une autre.

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

L'incidence résultant de la comptabilisation plus rapide de la charge aux résultats est résumée ci-dessous :

Au	29 janvier 2011	31 juillet 2010
	\$	\$
Surplus d'apport	(33)	(48)
<i>Augmentation du déficit</i>	(33)	(48)

De plus, la Société a décidé d'effectuer un transfert de 1 489 000 \$ du surplus d'apport au déficit à la date de transition pour les options d'actions et les bons de souscription ne pouvant plus être exercés à cette date.

g. Impôts sur le résultat

Débtures convertibles

PCGR canadiens - Si un instrument hybride peut être réglé sans incidence fiscale, la valeur fiscale de la composante passif est réputée égale à sa valeur comptable; par conséquent, il n'y a aucun écart temporaire, ce qui ne donne lieu à aucun impôt futur.

IFRS - Lorsqu'une différence temporelle imposable résulte de la comptabilisation initiale de la composante capitaux propres, séparément de la composante passif d'un instrument financier composé, le passif d'impôt différé qui en découle est imputé directement à la valeur comptable de la composante capitaux propres.

L'incidence résultant de l'imputation du passif d'impôt différé directement à la valeur comptable de la composante capitaux propres des débtures convertibles est résumée ci-dessous :

Au	Note	29 janvier 2011	31 juillet 2010
		\$	\$
Comptabilisation initiale du passif d'impôt différé	e	(791)	(791)
Comptabilisation de la variation du passif d'impôt différé		500	429
<i>Diminution du déficit</i>		500	429
<i>Diminution des capitaux propres et de l'actif d'impôt différé</i>		(291)	(362)

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

Incidence fiscale des autres différences comprises dans le rapprochement entre les PCGR canadiens et les IFRS

Parmi les différences liées à la comptabilisation des impôts, notons l'incidence de la comptabilisation, si appropriée, de l'impôt différé sur les autres différences entre les PCGR canadiens et IFRS. En raison des variations des écarts temporaires affectant les actifs et les passifs d'impôts différés, leur incidence aux états de la situation financière est résumée ci-dessous :

Au	Note	29 janvier 2011	31 juillet 2010
		\$	\$
Immobilisations corporelles - coûts directs initiaux des contrats de location	a	(1)	(1)
Immobilisations corporelles - variation due à la dépréciation	c	228	134
Frais de publicité	d	6	7
Composante passif des débentures convertibles - coûts de transaction	e	9	12
<i>Sous-total</i>		242	152
Immobilisations corporelles - coûts de démantèlement et de remise en état de site		(3)	(5)
Provisions - coûts de démantèlement et de remise en état de site		(8)	(13)
<i>Incidence de l'impôt différé sur les coûts de démantèlement et de remise en état de site</i>		(11)	(18)
<i>Augmentation de l'actif d'impôt différé et des capitaux propres et diminution du déficit</i>		231	134

Incidence totale

Au	29 janvier 2011	31 juillet 2010
	\$	\$
Provenant des débentures convertibles	(291)	(362)
Provenant des autres différences entre les deux référentiels	231	134
<i>Diminution de l'actif d'impôt différé et des capitaux propres</i>		(60)
		(228)

Notes complémentaires (suite)

(tous les chiffres dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens)
(non audités)

24. Transition aux IFRS (suite)

h. Reclassement touchant la présentation

Certains comptes des états non audités de la situation financière ont fait l'objet de reclassement afin d'être conformes aux exigences des IFRS. Les reclassements suivants ont été faits dans les états non audités de la situation financière :

- ✓ Les actifs d'impôt différé doivent être présentés à titre d'élément non courant. Les soldes présentés à court terme selon les PCGR canadiens ont été reclassés.
- ✓ Le solde du poste « Crédeurs et charges à payer » a été principalement ventilé en trois postes, soit respectivement :
 - en «Fournisseurs et autres crédeurs»;
 - en «Provision – courant»
 - en «Crédits reportés au titre des contrats de location» ;

Les reclassements suivants ont été faits dans les états non audités du résultat net et résultat global :

- ✓ Le coût des ventes a été ventilé et extrait du coût des produits vendus, frais d'exploitation et d'administration;
- ✓ L'amortissement et dépréciation ont été regroupés dans les frais d'exploitation et d'administration car la Société a opté pour la méthode de classement par fonction.

24.6 Ajustements significatifs apportés aux tableaux des flux de trésorerie

Les IFRS exigent que les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés, ainsi que les impôts sur le résultat perçus ou payés, soient présentés directement au tableau des flux de trésorerie. Aux termes des PCGR canadiens, la Société présentait les intérêts et les impôts sur le bénéfice perçus ou payés par voie de notes afférentes aux états financiers. Ce changement a entraîné une modification de la présentation des états des flux de trésorerie pour toutes les périodes présentées dans les présents états financiers résumés intermédiaires non audités. Les tableaux des flux de trésorerie établis selon les IFRS ne présentent aucune autre différence significative par rapport aux états des flux de trésorerie de la Société établis selon les PCGR canadiens.

GROUPE
Bikini Village
 inc.